

La Réglementation des Bilans en France et à l'Etranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1931, à 14 heures, à la Faculté de Droit
de l'Université de Paris

PAR

François SPIRE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALLIX

Suffragants : MM. WAHL
PICARD

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

—
1931

La Réglementation des Bilans en France et à l'Etranger

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Réglementation des Bilans en France et à l'Etranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Mars 1931, à 14 heures, à la Faculté de Droit
de l'Université de Paris

PAR

François SPIRE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALLIX

Suffragants : MM. WAHL
PICARD

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

—
1931

A mon oncle, M. GASTON MAY

*Professeur honoraire à la Faculté de Droit
de Paris.*

Témoignage d'affection.

INTRODUCTION

I

Position actuelle de la question de la Réglementation des Bilans en France

La loi doit-elle intervenir pour rendre la lecture d'un bilan accessible à la masse ? Doit-elle, dans ce but, en réglementer la forme, c'est-à-dire imposer aux entreprises une présentation type et l'emploi de termes types ? Doit-elle également en réglementer le fond, c'est-à-dire mettre les administrateurs et gérants dans l'obligation d'évaluer les divers postes de l'actif et du passif selon une méthode type ? Telle est la question que nous nous proposons de discuter et de résoudre au cours de cette étude.

Et, tout d'abord, comment le problème se pose-t-il actuellement en France ? La réglementation des bilans fait partie d'un ensemble de réformes qu'on a pris l'habitude depuis quelques années de désigner sous le nom générique de « protection de l'épargne » et en faveur desquelles un vent assez fort semble souffler en ce moment au Parlement et devant l'opinion. La nécessité actuelle de protéger l'épargne publique a, sans nul doute,

pour cause profonde et initiale le développement prodigieux des sociétés anonymes. Dès les premières années du vingtième siècle, les statistiques font en effet ressortir l'essor énorme pris par ces sociétés : comment s'en étonner si l'on considère qu'il est dans l'histoire économique du monde peu de périodes où les progrès de toute nature aient été aussi importants et aussi rapides ? Tout y a contribué : grandes découvertes scientifiques, facilités nouvelles de communication, méthodes modernes de travail, procédés industriels rajeunis, développement et diffusion de la richesse publique. Par un phénomène réflexe, la multiplication des sociétés par actions a engendré un accroissement de richesses devenu, à son tour, cause du développement progressif et considérable de ces sociétés. Cette évolution, momentanément arrêtée par la guerre mondiale, s'est poursuivie depuis 1918 à un rythme que sont venues accélérer les nécessités de l'après-guerre : réadaptation à la production civile des usines créées ou transformées en vue de la défense nationale, reconstitution des régions dévastées. L'exagération d'une fiscalité que justifiait le mauvais état de nos finances ruinées par le recours à l'emprunt intérieur et extérieur n'a-t-elle pas été, elle aussi, un motif déterminant de l'abandon des formes surannées d'associations au profit de la société anonyme ? Parallèlement, la dépréciation de notre monnaie permettant à nos industriels la conquête de nouveaux marchés étrangers, l'investissement de capitaux de plus en plus considérables entre les mains d'organismes de production de plus en plus puissants et de plus en plus concentrés eut pour résultat d'accroître

encore le développement de la société anonyme. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement : les grandes entreprises minières, métallurgiques, textiles, les grandes entreprises de travaux publics, les établissements de crédit, les sociétés d'assurances ne se conçoivent plus aujourd'hui sans d'immenses capitaux que des individualités isolées ne sont plus à même de fournir seules et pour lesquels l'association et le groupement sont devenus une véritable nécessité.

Cette évolution s'est-elle produite sans résistances ? Traditionnaliste par tempérament et par éducation, la petite épargne est d'abord restée fidèle aux anciens modes de placement : prêts sur hypothèques ou sur simples billets, dépôts en compte-courant dans les banques, souscriptions d'obligations. Mais, petit à petit, grâce au rayonnement sur tout le territoire des succursales des grands établissements de crédit, le public s'est habitué à attacher plus d'importance à l'appât d'un gain en revenus ou en capital qu'à la sécurité des placements à rendement faible. Et c'est là un point sur lequel on ne saurait trop insister : la vogue d'un portefeuille composé d'actions est due, depuis la guerre, bien plus aux perspectives, qui paraissaient à certains indéfinies, de gain sur le capital par suite de la dévalorisation du franc qu'à l'espoir de toucher des dividendes élevés.

Quoi qu'il en soit, c'est un fait d'expérience que cette « démocratisation » des affaires. Ce n'est pas ici le lieu de discuter si cette évolution a constitué pour l'épargne française un progrès ou si, au contraire, elle a marqué pour elle un recul. Ce qu'il convient d'en retenir, c'est qu'actuel-

lement la victoire de la société anonyme sur les autres formes d'associations paraît complète, malgré le frein mis par le législateur à cette évolution par la création de la société à responsabilité limitée. Bien rares demeurent aujourd'hui les entreprises de quelque importance restées sous la forme privée ou même sous forme de sociétés en nom collectif. Dès qu'une affaire industrielle ou commerciale se développe, elle se transforme, soit directement en société anonyme, soit d'abord en société à responsabilité limitée, puis en société anonyme.

Malheureusement toute médaille a son revers et si l'on peut dire que dans l'ensemble cette évolution a eu pour l'économie nationale des conséquences favorables, elle a eu également pour conséquence funeste de livrer pieds et poings liés la petite épargne confiante et sans défense aux agissements peu scrupuleux des aigrefins de la finance.

Dès avant la guerre, des scandales retentissants avaient déjà attiré l'attention du grand public et du législateur sur l'impérieux besoin de défendre contre certains procédés répréhensibles d'administrateurs sans vergogne le légendaire « bas de laine ». Est-il besoin, pour illustrer cette proposition, de rappeler ici la campagne ardente menée en ce sens par la presse et les nombreux projets de lois déposés au lendemain des sombres jours de l'affaire Rochette ? L'évolution que nous avons décrite a placé au premier rang de l'actualité le problème de la protection de l'épargne, et l'expérience douloureuse d'une récente catastrophe financière a démontré, une fois de plus, qu'il ne s'agissait pas là d'une vaine appréhension. Plus que jamais, le problème de la protection de l'épar-

gne est à l'ordre du jour et constitue pour le législateur une préoccupation nécessaire et légitime.

De nombreuses mesures ont été préconisées : bornons-nous à citer la réglementation de la profession de banquier, l'interdiction du démarchage à domicile, les restrictions à apporter à la publicité dans les journaux financiers, la réglementation du marché en coulisse et du hors cote, la création d'un corps d'experts-comptables agréés par le gouvernement, la réglementation de la fonction de commissaire aux comptes. Quelques-unes sont même entrées dans la voie des réalisations pratiques. Il en est une toutefois d'une importance capitale, quoique souvent laissée dans l'ombre : la réglementation des bilans. En effet, comme dit le vieil adage « un homme averti en vaut deux ». Or, que connaît la foule anonyme des petits épargnants des affaires dans lesquelles elle a engagé ses modestes ressources ? Rien, ou tout au plus ce que les Conseils d'administration des grandes sociétés veulent bien lui laisser connaître. Comment, en l'état actuel des choses, les petits épargnants, pour tranquilliser leur esprit encore trop habitué à la confiance qu'ils accordaient aux modes de placement de jadis, peuvent-ils prendre connaissance des maigres renseignements livrés à leur légitime curiosité ? Uniquement par la lecture du bilan annuel, et encore sont-ils bien peu nombreux ceux qui lisent les journaux financiers publiant ces bilans ! Plus rares encore sont ceux qui prennent l'initiative de s'en faire délivrer, selon la loi, communication au siège de la société, et combien savent de l'analyse d'un document souvent obscur tirer les conclusions qui s'imposent ! Il y a là,

certes, toute une éducation de la masse à entreprendre, mais si peu nombreux que soient les actionnaires capables de s'intéresser à la marche des affaires, il faut que si tel est leur désir, il puisse être satisfait : il faut rendre au bilan, puisque les faits ont prouvé qu'il ne les possédait pas, ses qualités essentielles : clarté, sincérité, exactitude. Selon les termes expressifs du rapport présenté par une commission extraparlamentaire belge, nommée en 1893 en vue de rechercher les règles à observer pour l'établissement des inventaires et bilans : « La loi a donné à la société anonyme l'immense avantage de restreindre sa responsabilité au capital souscrit. En retour, elle exige que l'être juridique qui en profite ait en quelque sorte une vie publique, dise loyalement au moins une fois par an, quelle est sa situation exacte sans subterfuges ni restrictions, afin que chacun puisse juger de la force, du crédit et de la manière dont on dirige les affaires de la société. »

Pour que ce but soit atteint, faut-il simplement laisser libre cours aux initiatives privées ou, au contraire, décider la nécessité de l'intervention législative sous une forme qu'il restera à déterminer ?

Notre but sera entièrement atteint si notre étude réussit à apporter une contribution utile, si modeste soit-elle, à la solution d'une question qui touche de si près l'intérêt bien compris du Français moyen.

II

Le Bilan. - Notions générales

Pascal disait : « La véritable méthode qui formerait les démonstrations dans la plus haute excellence, s'il était possible d'y arriver, consisterait en deux choses principales : l'une, de n'employer aucun terme dont on n'eût auparavant expliqué le sens ; l'autre, de n'avancer jamais aucune proposition qui ne démontrât pas des vérités déjà connues ». Appliquant à notre sujet le principe de l'illustre philosophe, il ne nous paraît pas inutile de rappeler brièvement, au seuil de cette étude, quelques notions générales sur le bilan.

Et tout d'abord, qu'est-ce donc qu'un bilan ? Il a été donné du bilan de très nombreuses définitions. La plus explicite et la plus simple à la fois est donnée par Houpin et Bosvieux dans leur *traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales* : « Le bilan est un résumé de l'inventaire, exprimant les mêmes résultats sous forme de tableau synthétique en deux colonnes, où l'actif et le passif se balancent, l'équilibre entre les deux masses étant établi par le solde du compte de profits et pertes, qui figurera au passif s'il révèle un bénéfice et à l'actif dans le cas contraire ». Il consiste donc essentiellement en une présentation

synoptique du résumé de la situation active et passive d'une entreprise. Avant d'apparaître au bilan, cette situation apparaît d'abord à l'inventaire. On entend par inventaire « l'état descriptif et estimatif des biens mobiliers et immobiliers et des dettes actives et passives que tout commerçant est tenu de faire chaque année, aux termes de l'article 9 du Code de commerce. C'est le résultat de la liquidation des comptes et du recatement de toutes les valeurs existantes désignées suivant leur nature, leur quantité et leur prix par unité. » (Houpin et Bosvieux).

Malgré les multiples confusions qui ont été faites entre ces deux documents par divers auteurs et par la loi même, nous constatons donc, à la lumière des définitions ci-dessus qu'il n'y a nullement identité entre le bilan et l'inventaire : alors que l'inventaire consiste en un relevé détaillé, en quantité et en valeur, d'une ou plusieurs espèces de biens : matériel, marchandises, créances..., le bilan est un tableau résumé présentant l'actif et le passif d'une entreprise. Etabli en se basant tout à la fois sur les inventaires et sur les données fournies par la comptabilité même, il est à la fois plus et moins que l'inventaire : plus que l'inventaire, en ce sens qu'il lui est supérieur, plus compréhensif, par sa présentation synoptique mettant à part l'actif d'un côté, le passif de l'autre ; moins que l'inventaire, en ce sens qu'il n'en est qu'un résumé, comportant moins de détails.

Le mot « bilan » est d'ailleurs un terme générique, désignant en réalité, suivant le sens dans lequel il est employé, des documents fort divers. L'on peut distinguer au moins quatre sortes de bilans : bilans d'ouverture,

bilans annuels ou d'exploitation, bilans extraordinaires, bilans de liquidation. Alors qu'un bilan d'ouverture suivra immédiatement la constitution d'une société et sera pour ainsi dire le document de base sur lequel sera édifiée toute la comptabilité de l'entreprise, le bilan annuel ou d'exploitation sera dressé régulièrement chaque année en fin d'exercice après les opérations d'inventaire. C'est le bilan annuel qui fait l'objet de l'acception courante de ce terme, et dans un but de simplification, quand nous parlerons désormais de bilan tout court, nous entendrons désigner par là le bilan annuel. Une société aura parfois à dresser en cours même d'exercice, pour une circonstance spéciale, un bilan que l'on qualifiera alors de bilan extraordinaire : c'est ce qui se produira, par exemple, quand une société dressera un bilan en vue de déterminer s'il existe une perte des trois quarts du capital permettant une demande en dissolution aux termes de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867. On rédigera de même un bilan extraordinaire dans le but de décider de la nécessité d'une diminution du capital. Enfin on appelle bilan de liquidation un bilan dressé par les liquidateurs ou syndics soit au moment de l'ouverture soit lors de la clôture de la liquidation d'une entreprise : la langue vulgaire s'est d'ailleurs emparée du terme et c'est en ce sens qu'on parle couramment d'un commerçant qui dépose son bilan.

Le bilan étant « un tableau résumé de l'inventaire, représentant par conséquent la situation de l'actif et du passif et faisant ressortir le résultat des opérations de l'exercice », il est presque inutile d'insister sur l'importance

capitale de ce document des divers points de vue sous lequel il est susceptible d'être envisagé. Et tout d'abord raisonnons en comptable : le bilan n'est autre alors que l'aboutissement logique d'une comptabilité régulièrement tenue au jour le jour. Sans doute, théoriquement, le bilan devrait se dégager constamment et automatiquement des écritures si celles-ci sont sainement passées : c'est ce que certains auteurs appellent « permanence de l'inventaire », illustrant ainsi la confusion entre l'inventaire et le bilan que nous avons signalée plus haut. Mais pratiquement, la comptabilité quotidienne, si bien tenue qu'elle soit, ne donne jamais au cours de l'exercice que des situations approchées, des balances où le bénéfice ou la perte sont implicitement contenus. Nous sommes donc tout naturellement amenés à considérer le bilan sous l'angle juridique : il permet de déterminer explicitement et non plus implicitement s'il y a perte ou bénéfice, si le bénéfice accusé est réel, et si, supposé réel, il est distribuable : tel est un des buts principaux du bilan, pour ne pas dire le principal : en effet, si un dividende est distribué alors que le bilan ne fait pas ressortir de bénéfices réels ou ne fait ressortir que des bénéfices réels mais non distribuables par suite par exemple de la nécessité de combler un déficit provoqué par des pertes antérieures, il y a délit de distribution de dividendes fictifs : nous en reparlerons plus loin. Du point de vue économique, d'autre part, le bilan permet à toute personne intéressée : actionnaires, obligataires, fournisseurs, créanciers, de se rendre compte de la façon dont les affaires sociales ont été conduites au cours de l'exercice : le bilan n'est qu'un

miroir dans lequel se reflètent les résultats de l'exploitation. Il est, d'ailleurs, opportun de joindre au bilan pour en faciliter l'étude et pour permettre d'en tirer des conclusions exactes le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes. Le compte d'exploitation est un tableau des recettes et dépenses variables concernant l'exploitation de l'entreprise pendant l'exercice. On en déduit le bénéfice brut. Quant au compte de profits et pertes, son rôle est de comparer les bénéfices bruts aux charges annuelles : il fait apparaître, compte tenu des pertes et des bénéfices provenant de causes diverses, un résultat net.

Comment ne pas signaler enfin le rôle prépondérant que joue le bilan en matière fiscale ? Le bilan ayant pour objet principal, comme nous l'avons expliqué, de faire ressortir s'il y a bénéfice et si ce bénéfice est réel et distribuable, l'administration s'appuiera naturellement sur le bilan pour la fixation de la quotité de l'impôt : impôt sur le revenu, impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; d'où la tendance générale de tous les industriels et commerçants à minorer ce bénéfice dans un but fiscal, au risque de faire perdre au bilan une de ses qualités essentielles : la sincérité.

III

Qualités d'un bon bilan

Pour répondre à la définition que nous en avons donnée, c'est-à-dire pour indiquer la situation réelle de l'entreprise considérée au jour où il est dressé, et pour faire ressortir les résultats de l'exercice auquel il se rapporte, un bilan doit posséder un ensemble de qualités dont la résultante unique est *la vérité*. Selon la saisissante maxime de La Harpe, la vérité nous élève en effet à nos propres yeux et nous mérite la confiance des hommes. Cette vérité sera rarement atteinte tant il est vrai qu'en matière comptable toute méthode comporte nécessairement une part d'arbitraire ; mais il est souhaitable que cette part soit réduite au minimum et dans ce but le bilan doit comporter des qualités de fond et de forme.

Les qualités *de fond* requises se résument dans la formule suivante : il faut qu'un bilan soit à la fois exact, complet et sincère. Et tout d'abord qu'entend-on par *exactitude*? Un bilan devra porter tant à l'actif qu'au passif les sommes et objets qui y doivent figurer tels qu'ils résultent matériellement des écritures comptables journalières. Le solde net devra y apparaître également tel qu'il doit être d'après les livres ; les chiffres seront incontestables et correspondront d'une manière rigoureuse aux indi-

cations portées sur les livres préalablement vérifiés. De même, chaque poste, pris individuellement, devra répondre aux mêmes conditions. Enfin, le bilan ne devra comprendre ni à l'actif ni au passif des éléments qui n'ont pas à y figurer tels que des comptes soldés, ou des éléments qui n'existent plus : frais de premier établissement non amortis au bout d'un long délai, créances irrécouvrables, marchandises hors d'usage ou inutilisables, gains résultant d'opérations en cours. Si le bilan doit être exact, il devra, par corollaire, être *complet*. Ne contenant que ce qu'il doit comprendre, il devra n'être entaché d'aucune omission volontaire ou non : tous les postes de l'actif et du passif ouverts dans les écritures quotidiennes devront y figurer, à l'exception toutefois des comptes soldés avant la confection du bilan. Le bilan permettra ainsi d'apprécier tous les engagements actifs ou passifs de la société. Enfin une dernière qualité est la *sincérité* des évaluations : un bon bilan ne comportera ni majoration ou exagération d'actif, ni dissimulation ou diminution de passif en vue de masquer une perte ou un déficit temporaire ; ces pratiques, si des dividendes étaient distribués, seraient susceptibles d'entraîner le délit de distribution de dividendes fictifs. A l'inverse, il ne devra y avoir ni diminution ou suppression de comptes actifs, ni création fictive de comptes passifs : ces procédés tendent en effet à la constitution de réserves déguisées ou occultes portant atteinte aux droits des actionnaires à la répartition des bénéfices.

Il ne suffit pas qu'un bilan soit exact, complet et sincère, il lui faut également pour répondre au but qui lui

est assigné, c'est-à-dire renseigner les actionnaires et les tiers sur la situation réelle de l'entreprise, posséder des qualités de *forme* dont la résultante sera la *clarté*. En effet, selon le vieil adage : « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement ». La proposition inverse n'est-elle pas également vraie : ce qui s'énonce clairement est bien conçu ? Pour être clair, un bilan devra être précis, détaillé et méthodique. La *précision* proviendra d'une terminologie choisie et compréhensive : on proscrira sévèrement tous termes obscurs ou ambigus, tous intitulés génériques, tels que « comptes d'ordre », « divers »... Chaque poste sera désigné par un libellé correspondant exactement à son contenu ; l'on évitera ainsi des confusions entre des choses essentiellement dissemblables : par exemple réserves et amortissements. Si cela est même nécessaire, il pourra être bon de définir en annexe les termes employés. Enfin l'on évitera les expressions trop abrégées qui rendent la lecture d'un bilan obscure et impénétrable. La clarté sera également obtenue en *détaillant* autant qu'il est possible dans un document de *par nature* résumé, les idées et les postes : on évitera les blocages sous la même dénomination de valeurs qu'il est coutume de distinguer dans les écritures : caisse et banques, portefeuille titres et participations, débiteurs clients et effets à recevoir, fournisseurs et effets à payer, réserves et amortissements. Enfin, si la clarté l'exige, on joindra au bilan des annexes donnant le détail des postes les plus importants : débiteurs clients, fournisseurs... La présentation matérielle elle-même devra, en dernier lieu, être *méthodique* : on groupera utilement les postes tant à l'actif qu'au passif

en un certain nombre de grandes catégories : par exemple à l'actif on distinguera disponible, réalisable à court et long terme, immobilisé. De même le passif sera subdivisé en passif exigible à court terme envers les tiers, exigible à long terme envers les tiers (obligations), et passif non exigible envers la société elle-même. D'autres classifications pourront être adoptées concurremment ou non avec la précédente : on distinguera, par exemple, actif et passif corporels ou incorporels...

Si l'on s'accorde sur ces principes, les difficultés commencent lorsqu'on entre dans le domaine de la pratique. Nous n'en prendrons pour exemples que les controverses que font naître la comptabilisation au bilan des postes de l'actif et celle des amortissements. En ce qui concerne la détermination des bases à adopter pour l'évaluation de l'actif, divers systèmes ont été proposés et la jurisprudence n'a pas expressément choisi entre eux. Pour les uns, les estimations doivent être faites au prix courant, c'est-à-dire selon la valeur vénale de l'actif au jour de l'inventaire, telle qu'elle ressort du prix que la société peut espérer en obtenir selon la loi de l'offre et de la demande. Il est facile d'objecter à ce système qu'il s'appliquerait difficilement à des objets qui n'ont pas de cours et qu'il aboutit d'autre part à la distribution de dividendes sur simple constatation de plus-values non réalisées. C'est pourquoi d'autres auteurs préfèrent l'évaluation au maximum au prix de revient, c'est-à-dire au maximum au prix d'achat augmenté des frais spéciaux (main-d'œuvre, transport, assurance) et d'une portion des frais généraux de fabrication. Si la valeur actuelle est supérieure au

prix de revient, on prendra pour base le prix de revient ; si elle est inférieure au prix de revient, on prendra pour base la valeur actuelle. Les adversaires de ce second système lui reprochent de ne pas tenir compte des plus-values effectivement acquises. Aussi une troisième méthode, à laquelle nous nous rallions, consiste-t-elle à adopter comme base le prix de revient quand la valeur vénale ne peut être déterminée avec précision, et le prix courant dans les autres cas, quitte à porter la plus-value à un fonds de réserve spécial au passif pour éviter la distribution tant que la plus-value ne sera pas réalisée. Cette manière de procéder offre l'avantage de faire connaître exactement la valeur de l'actif et d'éviter la distribution de bénéfices à provenir d'une plus-value non réalisée.

Des difficultés identiques surgissent lorsqu'il s'agit des amortissements. Rappelons brièvement que l'amortissement a pour but de tenir compte dans l'évaluation de l'actif de la dépréciation de certains postes et principalement des immobilisations, cette dépréciation provenant d'une cause physique (usure ou vétusté) ou d'une cause économique (invention nouvelle, mode). Correspondant théoriquement à la dépréciation effective de l'actif, l'amortissement est pratiquement forfaitaire, tantôt constant (annuités égales proportionnelles à la valeur initiale des biens à amortir), tantôt croissant, tantôt décroissant. Comment faire apparaître cet amortissement au bilan ? L'on peut, soit porter les postes de l'actif à amortir pour leur valeur dévaluée, soit maintenir fictivement l'actif à sa valeur primitive en créant au passif un compte d'ordre

ou d'amortissement : cette méthode a l'avantage de permettre aux actionnaires et aux tiers de se rendre compte du prix de revient des valeurs immobilisées et du total des amortissements subis. Enfin, il est possible, sans créer un poste au passif, de porter à l'actif la valeur initiale et de soustraire directement en dessous la fraction amortie. Quant au taux de cet amortissement, il est variable selon la catégorie d'entreprise et le degré de dépérissement des valeurs. Il doit être spécial, c'est-à-dire affecté à une partie déterminée de l'actif et le bilan devra indiquer à quels éléments il correspond, ce qui ne veut pas dire que le remploi des sommes amorties soit forcément consacré à la reconstitution du même poste d'actif : elles sont employées au mieux des intérêts de la société. L'amortissement doit être opéré sur les produits bruts avant fixation des bénéfices et même en l'absence de bénéfices par le débit du compte de profits et pertes. L'amortissement à la valeur réelle est absolument obligatoire, même dans le silence des statuts, car les dividendes distribués seraient fictifs si l'actif déprécié n'avait pas été assez amorti. Inversement, malgré les pouvoirs d'appréciation du conseil, des amortissements exagérés, sauf s'ils sont prévus par les statuts, sont critiquables s'ils ne correspondent pas à une dépréciation équivalente de l'actif et n'ont pour but que d'empêcher une distribution aux actions ou aux parts. Il y aurait alors constitution de réserves occultes contre laquelle tout intéressé pourrait intenten une action devant les tribunaux en rectification du bilan. En effet, l'amortissement est une opération nettement différente d'une réserve : tandis que l'amortisse-

ment est une charge sociale grevant les produits bruts, la réserve est un prélèvement volontaire sur les bénéfices nets. D'autre part, l'amortissement correspond à une dépréciation effective d'actif, alors qu'une réserve représente une augmentation d'actif en vue de parer à des déficits futurs et incertains. Enfin tandis que l'amortissement, représentant ou censé représenter une dépréciation de l'actif, est intangible à l'égard des actionnaires, la réserve est en général purement facultative et à la disposition de l'assemblée générale.

Combien délicate sera donc parfois la tâche d'établir un bilan répondant aux qualités que nous avons décrites ! Elle sera simplifiée par la bonne tenue des écritures à la condition toutefois que cette tenue soit rationnelle. Puissent les administrateurs chargés de ce labeur complexe, s'inspirer de la maxime de Bourdaloue : « Il n'y a rien de plus glorieux que d'être vaincu ou de vouloir être vaincu par la vérité. »

IV

Présentation défectueuse des bilans en France

Il ne semble malheureusement pas qu'il en ait été ainsi jusqu'alors et l'obscurité des bilans justifie la saisissante formule due à Alexandre Dumas père : « La comptabilité est l'art précieux de débrouiller les comptes et l'art plus précieux encore de les embrouiller ». Qui, en France, oserait aujourd'hui s'inscrire en faux contre cette maxime, après avoir vainement tenté de déchiffrer les hiéroglyphes que sont pour le profane les bilans publiés par nos grands établissements de crédit ou d'assurances et par nos grandes entreprises industrielles ou commerciales ? Au lieu, en effet, de constituer ce que E. Delavelle intitule le « bulletin de santé de l'entreprise », le bilan n'est pour A. Sayous, et nous nous rallions à cette opinion, « qu'un trompe-nigauds et celui qui l'observe ne peut rien en apprendre de certain, à moins d'avoir un coup d'œil très spécialement perçant ou des renseignements précis ». Cette regrettable obscurité se manifeste soit qu'on étudie un bilan isolé d'une société, soit qu'on tente de comparer plusieurs bilans successifs d'une même affaire, soit enfin qu'on essaye de rapprocher les bilans de plusieurs firmes poursuivant le même objet.

Quelles conclusions pouvons-nous tout d'abord tirer de

l'étude d'un bilan isolé d'une société ? Soyons très circonspects dans ces conclusions, car la lecture de ce document ne nous apprendra rien ou presque rien : sa teneur en est compliquée et obscurcie à souhait. Les bilans, tels qu'ils sont rédigés aujourd'hui en France, ne présentent aucune des qualités de fond que nous avons énumérées au chapitre précédent. Tout d'abord, l'exactitude est loin d'être rigoureuse : l'actif, par exemple, comprendra des créances irrécouvrables ou douteuses. Des marchandises déposées chez des agents consignataires seront considérées comme vendues. L'exactitude se conjuguera généralement avec des omissions plus ou moins volontaires : le passif, par exemple, sera allégé de certaines dettes trop criardes ou trop lourdes. Enfin et surtout, la sincérité des évaluations fera complètement défaut : les estimations des divers postes de l'actif et du passif seront faites suivant les méthodes les plus arbitraires : tantôt la base adoptée sera le prix de revient, tantôt le prix d'acquisition, tantôt le cours du jour, tantôt une valeur raisonnée dont on s'est bien gardé de nous dire comment elle a été calculée. De toute façon, rares sont les bilans où la base choisie est indiquée soit à côté des postes eux-mêmes objets de l'évaluation, soit en annexe au bas du document. Des stocks dépréciés seront inventoriés sur la base du neuf. L'actif sera l'objet d'une insuffisance, de l'absence même d'amortissement. En un mot, le bilan ne donne au lecteur aucune garantie de la véracité de sa teneur. Pascal disait : « Tous ceux qui agissent méthodiquement n'imposent des noms aux choses que pour abréger le discours et non pour diminuer ou changer l'idée des choses dont

ils discourent ». Souhaitons que l'on puisse un jour appliquer cet axiome à la matière des bilans car aujourd'hui c'est l'inverse qui est vrai ; la terminologie employée est tout d'abord défectueuse : les bilans sont « farcis » de libellés incompréhensibles parce qu'ils sont trop abrégés, parce que leur sens est vague et parce qu'enfin et surtout ils ne font l'objet d'aucune définition précise. La lecture d'un bilan révèle toujours l'existence de comptes « d'ordre » touffus, de comptes « à régulariser », de comptes « spéciaux », tous ces procédés favorisant à merveille la création de réserves occultes ou la dissimulation de participations financières qu'on tient à déguiser et d'avances à d'autres sociétés dont les administrateurs sont communs. L'obscurité est rendue encore plus épaisse par le laconisme même des bilans qui tiennent en quelques postes seulement et par la condensation sous une même dénomination de valeurs n'ayant que peu ou pas de rapports entre elles ; c'est ce procédé répréhensible qu'on a coutume de dénommer « blocage ». Certaines rubriques englobent par exemple soit meubles et immeubles, soit immeubles et matériel, soit caisse et banques, soit caisse et portefeuille. Enfin, remarquons en général l'absence complète de classification rationnelle des valeurs en grandes catégories telles qu'à l'actif : immobilisations, réalisable, disponible ; au passif : dettes envers soi-même, dettes envers les tiers ; tout est mélangé, tout est confondu, et le lecteur même le plus avisé est contraint, avant de se pouvoir faire une opinion, si toutefois cela lui est possible malgré la terminologie défectueuse, de se livrer à un travail d'analyse long et fastidieux.

Pour se faire une idée précise de la marche des affaires sociales, un actionnaire peut être tenté de comparer plusieurs bilans successifs d'une même société, afférents aux plus récents exercices ; y a-t-il quelque chose de plus naturel et de plus légitime que ce désir de se rendre compte de la réalité autrement que par la lecture des rapports du Conseil d'administration, lesquels, au lieu de renseigner, se bornent généralement à une plate répétition des éléments contenus au bilan ? Eh bien ! ici encore, les mêmes difficultés surgissent et il semble que tout soit compliqué et obscurci à plaisir. La comparaison est tout d'abord rendue malaisée du fait que d'une année à l'autre les bases d'estimation adoptées par le Conseil d'administration varient : une année, c'est le prix de revient, une autre le prix d'achat, une autre le cours du jour, une autre enfin une valeur raisonnée quelconque. Bien entendu, les bases adoptées ne sont même pas indiquées, et cette lacune, à elle seule, serait suffisante pour rendre toute comparaison arbitraire. Mais il y a mieux : d'année en année, la terminologie employée varie : le même poste, tout d'abord intitulé « effets » devient l'année suivante « portefeuille » tandis que le poste « portefeuille » se transforme lui-même en « titres » ou « participations ». Chaque année de nouveaux comptes d'ordre sont créés et leur contenu est loin d'être identique à celui des années précédentes. Enfin si par extraordinaire un classement méthodique est adopté une année, un autre classement est choisi l'année suivante, si du moins l'on persiste dans cette bonne voie : une année on distinguera par exemple à l'actif « immobilisé », « réalisable », « disponible ».

une autre année on distinguera « biens réels », « biens imaginaires », « créances ».

Enfin, lorsqu'il s'agit de comparer entre eux plusieurs bilans de sociétés ayant un objet identique, dans le but soit de se faire une opinion de l'activité d'une branche entière de l'industrie ou du commerce ou de l'activité comparée de deux ou plusieurs organismes de cette branche, l'on se heurte à un mur de plus en plus impénétrable. Au point de vue du fond, telle société pratique l'évaluation de l'actif au prix de revient, telle autre au prix d'achat, telle autre au cours du jour ou à la valeur raisonnée (toujours sans l'indiquer expressément). Au point de vue de la forme, des termes différents sont employés pour désigner des valeurs identiques et des termes identiques sont employés pour désigner des valeurs différentes. En dernier lieu, les classements adoptés, quand il y en a, sont loin d'être superposables et la présentation matérielle des comptes varie d'une entreprise à l'autre. Si l'on songe que ces difficultés viennent se surajouter à celles que nous avons décrites aux paragraphes précédents, l'on se rend compte du problème inextricable qu'a à discuter et à résoudre l'actionnaire diligent ou l'observateur avisé.

Cette quasi-impossibilité de se rendre compte de la marche des affaires sociales n'avait-elle pas déjà été entrevue par le grand financier que fut Léon Say quand il disait dans une conférence qu'il fit sur la comptabilité publique le 24 octobre 1869, à Neville (S.-et-O.) : « La comptabilité est une bonne chose quand elle divise les opérations pour mieux en comprendre la suite, mais c'est un

art terriblement dangereux quand elle divise les opérations pour en soustraire une partie à l'œil du maître. Si j'ai eu un but, je crois l'avoir atteint, c'était de vous montrer que la comptabilité était comme la langue ou la parole d'Esopé : ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire. La comptabilité peut jeter de la lumière dans les comptes les plus obscurs, mais elle peut aussi, par ses combinaisons, troubler ce qui est naturellement le plus limpide ».

Mais pourquoi cette obscurité, pourquoi cette confusion ? Tel est le problème qu'il nous faut maintenant examiner. Ou bien elles ne sont le résultat que de l'incapacité des comptables chargés de la confection des bilans et dans ce cas c'est une question d'éducation et de temps : la création du brevet d'expert-comptable agréé par le gouvernement aura beaucoup contribué à cette éducation. Malheureusement, il faut bien l'avouer, cette obscurité et cette confusion sont souvent le résultat d'une volonté de mensonge soit dans le but de masquer à des concurrents les détails de la vie sociale dont la divulgation pourrait être nuisible, soit pour masquer aux actionnaires une situation obérée ou trop brillante en couvrant le vide de la caisse ou l'incorrection de procédés tels que la constitution de réserves occultes au détriment des distributions de dividendes. C'est pourquoi on a pu entendre exprimer chez nous cette réflexion, paraphrase de la pensée de Flaubert : « La société par actions est un banditisme organisé ». Il ne faut plus que cela soit, car, disait Kant : « Le mensonge est l'avilissement et en quelque sorte l'anéantissement de la dignité humaine ».

V

La Cause : Insuffisance de la législation française

Avant d'examiner les remèdes à apporter au mal que nous avons décrit, il convient d'en déterminer les causes : la principale tient, à notre avis, à l'insuffisance manifeste de notre législation actuelle sur la matière. A part, en effet, certains textes spéciaux dont nous parlerons à la fin de ce chapitre, les dispositions régissant l'établissement et la présentation de l'inventaire et du bilan sont uniquement contenues dans l'article 9 du Code de Commerce et dans les articles 34 et 35 de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés.

Dès 1675, l'ancêtre la comptabilité moderne, Jacques Savary, demandait dans son *Parfait Négociant* la rédaction annuelle du bilan parallèlement à la production du livre d'inventaires : l'ordonnance de 1673 ne prévoyait en effet que l'obligation de dresser un bilan au moins une fois tous les deux ans. Si anodine qu'elle soit à nos yeux, cette prescription parut exorbitante aux contemporains et resta lettre morte, les grandes compagnies faisant passer avant l'intérêt de leurs membres celui de leurs fondateurs et de leurs dirigeants. Des abus criants se firent bientôt jour et l'opinion publique pour la première fois alarmée réclama à grands cris l'annualité du bilan ; il

fallut un siècle pour l'obtenir : le législateur de 1807 fit droit à cette réclamation et c'est ainsi que naquit *l'article 9 de notre Code de Commerce* ainsi conçu : « Il (tout commerçant) est tenu de faire, tous les ans, sous seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers et de ses dettes actives et passives, et de les copier, année par année, sur un registre spécial à ce destiné. » Notons d'ailleurs en passant la confusion que nous avons déjà signalée de l'inventaire et du bilan. Le premier pas était franchi : il fallut soixante ans pour franchir le second. De nouveaux abus ne manquèrent pas de naître avec l'importance croissante prise pendant la première partie du XIX^e siècle par les compagnies d'actions et la nécessité de donner à celles-ci un statut légal fixant leurs conditions de création, de fonctionnement et de dissolution, devint de plus en plus impérative : c'est ainsi que fut conçue et votée *la loi fondamentale du 24 juillet 1867* qui sert aujourd'hui encore de base à notre législation sur les sociétés. Modifiée de nombreuses fois, notamment en 1893, 1902, 1903, 1907, 1913 et 1928, ses principes directeurs sont restés en vigueur. Bien plus, en ce qui concerne notre matière, les lois postérieures n'ont apporté aucune modification aux textes initiaux, lesquels demeurent, en définitive, ce qu'ils étaient en 1867. Les mesures de protection envisagées font l'objet des articles 34 et 35 de la loi ainsi conçus :

ARTICLE 34

« Toute société anonyme doit dresser, chaque semestre, un état sommaire de sa situation active et passive.

» Cet état est mis à la disposition des commissaires.

» Il est, en outre, établi chaque année, conformément à l'article 9 du Code de Commerce, un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société.

» L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires le quarantième jour au plus tard avant l'Assemblée générale. Ils sont présentés à cette assemblée. »

ARTICLE 35

« Quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale, tout actionnaire peut prendre, au siège social, communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires. »

Nous pensons d'ailleurs nécessaire de citer également ici les articles 439, 586 et 591 du Code de Commerce. Ces articles, relatifs à la faillite, n'en précisent pas moins la notion de bilan en analysant son contenu et sa portée. Ces articles sont ainsi conçus :

ARTICLE 439

« La déclaration du failli devra être accompagnée du dépôt du bilan, ou contenir l'indication des motifs qui empêcheraient le failli de le déposer. Le bilan contiendra l'énumération et l'évaluation de tous les biens mobiliers et immobiliers du débiteur, l'état des dettes actives et passives, le tableau des profits et pertes,

le tableau des dépenses ; il devra être certifié véritable, daté et signé par le débiteur. »

ARTICLE 586

« Pourra être déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants : ...6°) s'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire ; si ses livres ou inventaire sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active et passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude. »

ARTICLE 591

« Sera déclaré banqueroutier frauduleux, et puni des peines portées au Code pénal, tout commerçant failli qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas. »

Les dispositions législatives en vigueur sont donc très peu nombreuses et très peu explicites puisqu'elles ne fixent nullement les règles qui doivent présider à l'établissement du bilan ni la forme sous laquelle il doit être présenté au public. Faut-il s'en étonner ? Nous ne le croyons pas ; ces textes en effet remontent à une période où le développement des sociétés par actions était encore dans l'enfance : celles-ci étaient peu nombreuses et les actionnaires les composant représentaient une infime minorité de l'épargne française. Ces textes répondaient

donc aux conceptions et aux besoins de l'époque. Ne jetons pas la pierre aux législateurs de 1807 et de 1867 ! Leur œuvre, sinon parfaite, était du moins suffisante et a grandement contribué à la réalisation d'un progrès économique dont l'importance et la soudaineté seules sont les causes réelles de l'insuffisance actuelle de nos lois. Quoi qu'il en soit, ces dispositions qui, chose étrange, n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque modification dans les lois partielles de révision postérieures à 1867, ne sont plus adaptées aux besoins nouveaux de protection de l'épargne qu'a fait naître le prodigieux essor de la société anonyme : rien n'a été prévu, aucune sanction efficace n'a été édictée ; aussi les abus ont-ils été se multipliant et ont maintes fois dégénéré en scandales financiers dans lesquels capitalistes et rentiers « papillons qui se brûlent à toutes les chandelles », a si justement écrit Léon Say, ont été odieusement trompés et dépouillés.

Cela est si vrai que le législateur s'est vu amener à édicter dans certains domaines qui lui ont paru les plus dangereux, des règles spéciales et précises concernant l'établissement des bilans : sociétés d'assurances sur la vie et autres que celles sur la vie, banques populaires. Il nous paraît indispensable d'analyser ici ces règles qui, si elles ne sont pas exemptes de critiques, donnent cependant la mesure de ce que peut être l'intervention législative en cette matière.

Les sociétés d'assurances sur la vie sont soumises en ce qui concerne leurs bilans aux prescriptions de la loi du 17 mars 1905 (articles 5, 8 et 11) et du règlement d'administration publique du 30 janvier 1924 (modifiant celui du

9 juin 1906) rendu en exécution de l'article 8 de la loi précitée. Aux termes de ces dispositions, les sociétés d'assurances sur la vie sont tenues de placer leur actif en biens mobiliers et immobiliers déterminés par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des ministres du travail et des finances. Les valeurs mobilières devront être estimées au bilan au prix d'achat, compte tenu des amortissements effectués. Quant aux immeubles, leur évaluation sera basée soit sur le prix d'achat, soit sur le prix de revient ressortant des travaux de construction et d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien, soit enfin, dans certains cas, sur la valeur vénale déterminée par expertise sous le contrôle du ministère du travail. Tous les ans, à la clôture de l'inventaire, chaque société établit la valeur de ses placements en adoptant pour les valeurs mobilières les cours de la Bourse de Paris ou ceux d'une des principales places du pays d'émission ; pour les immeubles le prix d'achat ou de revient ou, le cas échéant, la valeur déterminée par l'expertise ; pour les autres placements la valeur d'inventaire. Si la valeur ainsi obtenue est inférieure aux 97/100^e de la valeur globale des placements figurant à l'actif du bilan, un arrêté ministériel fixera les conditions et délais de l'amortissement du déficit. Signalons enfin que les sociétés mutuelles et tontinières sont tenues d'amortir en quinze ans au plus leur fonds de premier établissement, lequel ne peut être inférieur à l'origine à 500.000 francs. L'observation de ces prescriptions est soumise au contrôle du Comité consultatif des assurances sur la vie institué auprès du ministre du travail.

Le décret du 8 mars 1922, charte actuelle des sociétés d'assurances autres que celles sur la vie, contient également un certain nombre de règles relatives à la confection du bilan de ces sociétés. Ces règles qui font l'objet des articles 14, 15, 24, 25, 26, 50, 51, 54 et 57 sont applicables tant aux mutuelles qu'aux sociétés à primes fixes. Les fonds dont ces organismes disposent doivent être à concurrence des $\frac{3}{4}$ au moins placés en immeubles sis en France, rentes sur l'Etat, valeurs garanties par l'Etat ou jouissant d'un crédit incontestable (actions Banque de France, obligations des grandes Compagnies de chemins de fer). Une liste détaillée du portefeuille doit d'ailleurs être annexée à l'inventaire. Les valeurs mobilières seront évaluées soit au prix d'achat, soit au cours de la Bourse de Paris ou d'une des principales places du pays d'émission si ces cours sont inférieurs au prix d'achat. Quant aux immeubles, la base choisie sera soit le prix d'achat, soit le prix de revient tel qu'il ressort des travaux de construction et d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien proprement dits. Toute société visée par le décret du 8 mars 1922 devra en outre constituer obligatoirement une réserve pour risques en cours, une réserve pour sinistres restant à régler, une réserve pour amortissement des obligations. Ces réserves figureront au passif sous des rubriques distinctes. A l'actif, les postes seront groupés suivant qu'ils représentent des valeurs réalisables ou non. Feront, en particulier, l'objet de libellés distincts les frais de premier établissement non amortis, les commissions versées d'avance et non amorties, enfin les éléments d'actif affectés aux trois sortes de réserves obli-

gatoires. Le décret prévoit d'ailleurs l'amortissement en quinze ans au plus des frais de premier établissement et d'installation, et en cinq ans au plus des commissions versées d'avance aux représentants et intermédiaires. Signalons que les sociétés à primes fixes doivent avoir un capital au moins égal à un million de francs et faire annuellement pour former un fonds de réserve un prélèvement d'au moins 20 % sur les bénéfices nets. Ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds de réserve a atteint $1/5^e$ du capital. Enfin, complétant heureusement cet ensemble de dispositions, l'article 15 du décret oblige les sociétés mutuelles ou à primes fixes à publier dans les deux mois de la reddition des comptes le bilan et le compte de profits et pertes dans un journal d'annonces légales.

Les banques populaires forment la troisième catégorie de sociétés soumises à une réglementation particulière de leurs bilans. N'est-il pas naturel, au demeurant, qu'obtenant des avances de l'Etat au titre des lois du 13 mars 1917 et du 24 octobre 1919, elles s'engagent à respecter les règles de comptabilité que leur impose une instruction du Ministre du commerce en date du 1^{er} septembre 1920 ? « Sans entrer dans trop de détails pour ne pas contrarier l'initiative et l'ingéniosité particulières des directeurs de banques populaires », ce texte édicte un certain nombre de prescriptions générales dont les principales sont les suivantes. Les postes de l'actif seront groupés selon leur degré de liquidité sous trois rubriques distinctes : actif immobilisé, actif réalisable, actif disponible, chacune de ces rubriques étant subdivisée en autant de postes qu'il

Il y a d'éléments les composant. Ainsi, l'actif immobilisé comprendra séparément les frais de constitution, les frais de premier établissement, les cautionnements, le mobilier; l'actif réalisable, le portefeuille effets, le portefeuille titres et les divers comptes débiteurs avec leur spécification; l'actif disponible, enfin, espèces en caisse et en banque. De même les postes du passif seront répartis en passif non exigible, envers la société (capital et réserves avec leur spécification), engagements à terme envers les tiers (avances de l'Etat, dépôts à préavis, créances à terme) et engagements exigibles envers les tiers (effets à payer, dividendes non réclamés, comptes-courants créditeurs). Les comptes d'ordre devront être détaillés et leur dénomination précisée. Quant aux amortissements, ils devront être spéciaux et déduits d'une manière apparente des éléments de l'actif qu'ils concernent. Une dernière prescription consiste à obliger les sociétés assujetties à établir leurs bilans successifs sur un modèle analogue « au moins en ses grandes lignes » au bilan-type inséré dans l'instruction (voir annexes). Ce bilan reflète la totalité des engagements auxquels la société peut être amenée à faire face. Les risques d'escompte notamment doivent y apparaître clairement, qu'ils proviennent d'effets en portefeuille ou même d'effets réescomptés. Bien que dans ce dernier cas le montant du risque encouru ne puisse être calculé avec une exactitude absolue puisqu'il ne figure plus en comptabilité, il a cependant paru utile d'en tenir compte par la création, tant à l'actif qu'au passif, d'un compte d'ordre dénommé « effets réescomptés ». Remarquons enfin que contrairement aux dispositions édictées

en ce qui concerne les sociétés d'assurances, l'instruction sur la comptabilité des banques populaires ne contient aucune règle d'évaluation des postes composant le bilan.

Nous nous excusons d'avoir ainsi abusé de la patience du lecteur en analysant longuement des textes relatifs à quelques branches spéciales de notre activité nationale. Qu'il veuille bien considérer, afin de nous absoudre, l'impossibilité où nous nous trouvions de les passer sous silence sans dénaturer, au grand dam de la vérité pour laquelle nous combattons, l'aspect actuel de notre législation. Hormis ces règles de portée restreinte, celle-ci est manifestement désuète et son insuffisance a tout naturellement amené les juristes, les économistes et les comptables à se demander s'il était ou non opportun de combler cette grave lacune en soumettant à une réglementation plus générale la confection et la rédaction des bilans.

ANNEXES AU CHAPITRE V

1° Sociétés d'Assurances sur la Vie

Loi du 17 Mars 1905

ARTICLE 5

« Les sociétés françaises à forme mutuelle ou à forme tontinière devront constituer un fonds de premier établissement qui ne peut être inférieur à 500.000 francs et qui doit être amorti en quinze ans au plus. »

ARTICLE 8

« Un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du commerce et des finances, détermine les biens mobiliers et immobiliers en lesquels devra être effectué le placement de l'actif des entreprises françaises (*anonymes, en commandite, mutuelles ou tontinières*) et pour les entreprises étrangères, de la portion d'actif afférente aux contrats souscrits ou exécutés en France et en Algérie, ainsi que le mode d'évaluation annuelle des différentes catégories de placements et les garanties à présenter pour les valeurs qui ne pourraient avoir la forme nominative. Les entreprises sont tenues de produire au ministre, dans les formes et délais qu'il prescrit après avis du Comité consultatif, des états périodiques des modifications survenues dans la composition de leur actif. »

ARTICLE 11

« Toute entreprise est tenue : 1° de publier en langue française un compte rendu annuel de toutes ses opérations, avec états et tableaux annexes ; 2° de produire ledit

compte rendu au Ministre du commerce et de le déposer aux greffes des tribunaux civils et des tribunaux de commerce tant du département de la Seine que du siège social; 3° de le délivrer à tout assuré ou associé qui en fait la demande, moyennant le paiement d'une somme qui ne peut excéder 1 franc; 4° de publier annuellement et à ses frais au *J. O.* un compte rendu sommaire comprenant le compte général de profits et pertes, la balance générale des écritures et le mouvement général des opérations en cours. Des arrêtés ministériels pris après avis du Comité consultatif des assurances sur la vie, déterminent au moins trois mois avant le début de l'exercice les modèles des états et tableaux à annexer au compte rendu publié, la date de production et de dépôt du compte rendu, la forme et le délai de la publication prescrite au *J. O.* Les entreprises doivent, en outre, communiquer au ministre, à toute époque et dans les formes et délais qu'il détermine, tous les documents et éclaircissements qui lui paraissent nécessaires. »

Règlement d'administration publique du 30 Janvier 1924

ARTICLE PREMIER

« L'article 3 du décret du 9 juin 1906 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 8 de la loi du 17 mars 1905, relativement au placement de l'actif des entreprises d'assurances sur la vie, modifié par les décrets des 18 avril 1913, 14 novembre 1917 et 15 mai 1920 est remplacé par les dispositions suivantes : »

« Dans les inventaires, les valeurs figurant à l'actif sont estimées de la manière suivante :

» 1° Les valeurs mobilières aux prix d'achat, les titres représentatifs d'indemnités pour dommages de guerre institués par l'article 154 de la loi du 31 juillet 1920, au prix d'achat et en tenant compte, à chaque inventaire, des amortissements effectués ;

» 2° Les prêts hypothécaires, les prêts sur titres, les prêts aux départements, aux communes, aux Chambres de commerce, aux colonies et aux pays de protectorat, ainsi que les avances sur polices, d'après les actes qui en font foi, et en tenant compte, à chaque inventaire, des amortissements effectués ;

» 3° Les immeubles, soit au prix d'achat, soit au prix de revient, tel qu'il ressort des travaux de construction et d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien proprement dits.

» La vérification par expertise de la valeur vénale de l'ensemble des immeubles appartenant à une société peut être effectuée à une époque quelconque, par les soins du Ministre du travail ; cette vérification doit être effectuée si l'entreprise la demande. Les frais sont, dans tous les cas, à la charge des sociétés. Les fixations de la valeur des immeubles ne pourront être modifiées qu'à intervalles de trois ans.

» En ce qui concerne les immeubles formant la garantie des prêts hypothécaires et faute par l'entreprise de fournir au ministre la justification du prix d'achat résultant d'actes authentiques, la valeur de l'immeuble hypothéqué sera fixée forfaitairement à vingt fois la valeur locative brute servant de base à l'établissement de la contribution foncière sur la propriété bâtie.

» En ce qui concerne spécialement les immeubles régis par la législation sur les habitations à bon marché, la valeur de l'immeuble sera évaluée forfaitairement à vingt fois la valeur locative, telle qu'elle est déterminée par l'article 2 de la loi du 5 décembre 1922 ;

» 4° Les nues propriétés et les usufruits, suivant les règles générales fixées par un arrêté ministériel, après avis du Comité consultatif des assurances sur la vie ou des entreprises de capitalisation et d'épargne.

» Les ouvertures de crédits hypothécaires consenties pour construction d'immeubles pourront être réalisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sans qu'en aucun cas les sommes prêtées puissent dépasser 50

pour 100 du prix de revient du sol et des constructions élevées. En ce qui concerne les habitations à bon marché, ce prix de revient sera calculé et devra être justifié d'après les règles posées par l'article 2 de la loi du 5 décembre 1922 pour l'estimation vénale des maisons individuelles à bon marché.

» Tous les ans, à la date de la clôture de l'inventaire, chaque société établit la valeur que représentent, à cette date, ses placements, en adoptant : 1° pour les valeurs mobilières, les cours de la Bourse de Paris, ou, à défaut, les cours d'une des principales places du pays d'émission ; 2° pour les titres représentatifs d'indemnités pour dommages de guerre, les bases d'évaluation fixées par l'article 153 de la loi du 31 juillet 1920 ; 3° pour les immeubles, le prix d'achat ou de revient, ou, le cas échéant, la valeur déterminée par l'expertise prévue au paragraphe 3° ci-dessus ; 4° et pour les autres placements, la valeur d'inventaire.

» Si la valeur ainsi obtenue est inférieure aux 97 centièmes de la valeur globale des placements figurant à l'actif du bilan, un arrêté ministériel, pris après avis du Comité consultatif des assurances sur la vie ou des entreprises de capitalisation et d'épargne, fixera les conditions et délais de l'amortissement du déficit. »

ARTICLE 2

« Les sociétés pourront obtenir, sur leur demande, l'application des dispositions ci-dessus en vue de l'établissement de leurs comptes rendus pour l'exercice 1923. »

ARTICLE 3

« Le Ministre du travail et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois*. »

Fait à Paris, le 30 janvier 1924.

2° Sociétés d'Assurances autres que celles sur la Vie

Décret du 8 Mars 1922

a) *Sociétés d'assurances mutuelles.*

ARTICLE 14

« Toute société doit dresser, chaque semestre, un état sommaire de sa situation active et passive qui est mis à la disposition des commissaires.

» Il est, en outre, établi chaque année un inventaire ainsi qu'un compte détaillé de profits et pertes de l'année précédente et du montant des sinistres.

» Les provisions pour risques en cours et les provisions pour sinistres restant à régler, reportées du précédent exercice, doivent faire l'objet d'articles distincts du compte de profits et pertes.

» Dans l'inventaire, les valeurs figurant à l'actif sont estimées de la manière suivante :

» 1° Les valeurs mobilières, au prix d'achat ou au cours de la Bourse de Paris au 31 décembre, et, à défaut, au cours d'une des principales places du pays d'émission à la date de la clôture de l'inventaire, si ces cours sont inférieurs au prix d'achat ;

» 2° Les immeubles, soit au prix d'achat, soit au prix de revient, tel qu'il ressort des travaux de construction et d'amélioration, à l'exclusion des travaux d'entretien proprement dits.

» Toutes les valeurs figurant à l'actif doivent faire l'objet de postes distincts de l'inventaire, suivant qu'elles sont immédiatement réalisables ou non.

» La liste détaillée des valeurs en portefeuille doit être annexée à l'inventaire.

» Les cotisations afférentes aux risques non réassurés et celles afférentes aux risques réassurés doivent faire l'objet d'articles distincts du compte de profits et pertes.

» L'inventaire et le compte détaillé de profits et pertes

sont mis à la disposition des commissaires le quarantième jour au plus tard avant l'Assemblée générale à laquelle ils sont présentés. Ils doivent être également adressés au Ministre du travail dans le délai de deux mois à partir de l'approbation des comptes par l'Assemblée générale. »

ARTICLE 15

« Dans les deux mois qui suivent la reddition des comptes, le bilan et le compte de profits et pertes sont publiés dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales ; un exemplaire légalisé et enregistré dudit journal est adressé au Ministre du travail.

» Dans le bilan, figurent sous des rubriques distinctes :

» A. — *A l'actif :*

» 1° Le montant des frais de premier établissement non amortis ;

» 2° Le montant des commissions non amorties prévues à l'article 24 du présent décret ;

» 3° Les éléments de l'actif affectés : *a)* à la réserve pour risques en cours ; *b)* à la réserve pour sinistres restant à régler.

» B. — *Au passif :*

» 1° Les réserves pour risques en cours ;

» 2° Les réserves pour sinistres restant à régler ;

» 3° La réserve pour amortissement des obligations.

» Mention expresse y est faite que les fonds de la Société ont été effectivement placés en conformité des dispositions de l'article 57 du présent décret. »

ARTICLE 24

« Les sociétés d'assurances mutuelles, quand elles versent d'avance des commissions à leurs représentants ou à leurs intermédiaires, doivent inscrire ces avances à l'actif de leur bilan dans un compte d'attente sous

la rubrique : « Commissions escomptées ». Ce compte, établi dans les formes déterminées par arrêté du Ministre du travail, doit être amorti en cinq ans au plus, par fractions annuelles au moins égales au cinquième de son montant initial. Il ne peut en aucun cas y être inscrit, pour chaque contrat souscrit ou renouvelé, une somme supérieure au montant de la cotisation afférente à la première année. »

ARTICLE 25 (§§ 1 et 2)

« Les dépenses de premier établissement sont limitées à la quotité du fonds de premier établissement tel qu'il est fixé par les statuts. Elles doivent faire l'objet, dans les comptes, d'un poste distinct, et être amorties en quinze ans au plus, à compter de la constitution définitive de la Société, par fractions annuelles au moins égales au quinzième de son montant initial. Les dépenses d'installation résultant du développement ultérieur de la Société sont inscrites sous une rubrique spéciale dans les comptes de la Société ; elles doivent être amorties en quinze ans au plus, à compter de la date à laquelle elles ont été engagées, et dans les conditions spécifiées au paragraphe précédent. »

ARTICLE 26

« Toute société d'assurances mutuelles doit constituer des réserves comprenant :

» 1° Pour la catégorie des polices à cotisations payées d'avance, dont l'expiration ne correspond pas à la fin de l'exercice, une réserve pour risques en cours à la fin dudit exercice, calculée à raison de 33 p. 100, au minimum, des cotisations, déduction faite des réassurances ;

» 2° Une réserve pour sinistres restant à régler à la fin de l'exercice ;

» 3° Une réserve pour l'amortissement des obligations.

» Dans l'inventaire, il est affecté à chacune de ces résér-

ves un poste spécial dont les éléments sont constitués par des valeurs estimées ainsi qu'il est prévu à l'article 14.

» Il est interdit de faire figurer dans les polices ou documents de publicité l'énonciation de fonds de réserve ou de fonds de garantie qui ne seraient pas représentés par des valeurs mobilières ou immobilières, figurant à l'actif de la société. »

b) *Sociétés anonymes et sociétés en commandite par actions d'assurances à primes fixes.*

ARTICLE 50

« Les sociétés anonymes ou en commandite par actions doivent avoir un capital au moins égal à un million de francs. »

ARTICLE 51

« La société est tenue de faire annuellement, pour former un fonds de réserve, un prélèvement d'au moins 20 p. 100 sur les bénéfices nets. Ce prélèvement devient facultatif lorsque le fonds de réserve est égal au cinquième du capital. »

ARTICLE 54

« Les sociétés d'assurances à primes fixes sont soumises en outre aux dispositions insérées dans les articles 14, 15, 24, 25 (§§ 1 et 2), 26, 29 et 32 du présent décret. S'il existe des apports, ils doivent figurer, à l'actif du bilan des sociétés, sous une rubrique spéciale. »

c) *Dispositions communes aux sociétés d'assurances à primes fixes et aux sociétés mutuelles.*

ARTICLE 57

« Les fonds des sociétés d'assurances, à l'exception des sommes nécessaires aux besoins du service courant et sous déduction des portions visées au dernier paragraphe du présent article, sont placés de la manière suivante :

» 1° Jusqu'à concurrence des trois quarts au moins :

» En immeubles ou en prêts hypothécaires sur les immeubles situés en France ou en Algérie ;

» En valeurs de l'Etat ou en valeurs ayant une garantie de l'Etat portant sur le capital ou sur le revenu ;

» En actions de la Banque de France ;

» En prêts aux départements, aux communes, aux Chambres de commerce de France ou d'Algérie, ou en obligations émises par ces divers emprunteurs ;

» En valeurs jouissant d'une garantie portant sur le capital ou sur le revenu, de la part desdits départements, communes ou Chambres de commerce régulièrement autorisés ;

» En obligations foncières et communales émises par le Crédit Foncier de France ;

» En prêts ou avances sur les effets publics ci-dessus désignés ;

» En ouverture de crédits hypothécaires pour constructions d'immeubles ;

» En obligations des grandes Compagnies de chemins de fer (Est, Midi, Nord, Orléans, ancien Ouest, Paris-Lyon-Méditerranée, réseau d'Alsace-et-Lorraine), du syndicat du Chemin de fer de Grande Ceinture, et en obligations prévues à l'article 13, § 3, de la convention du 28 juin 1921, approuvée par la loi du 29 octobre 1921 ;

» En bons émis par les caisses de crédit municipal de France.

» 2° Pour le surplus :

» L'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, établit chaque année la liste des placements qui peuvent être opérés. Ces placements doivent faire l'objet d'un poste spécial au bilan.

» En dehors des limitations fixées aux paragraphes précédents, les sociétés peuvent employer les portions de leur actif correspondant aux opérations réalisées dans chacun des pays étrangers où elles opèrent, ainsi qu'aux cautionnements pouvant être exigés par lesdits pays, en immeu-

bles situés dans ces pays, en prêts hypothécaires ou en valeurs mobilières admises par les législations étrangères sur la matière. »

3° Banques populaires

Instruction sur la comptabilité des Banques populaires

(Ministère du commerce)

en date du 1^{er} septembre 1920

« Les banques populaires sont soumises aux vérifications des agents de l'Enregistrement. En outre, celles qui demandent des avances à l'Etat, soit au titre de la loi du 13 mars 1917, soit au titre de la loi du 24 octobre 1919, doivent fournir leurs bilans et un tableau de leurs opérations actives et passives ; elles doivent tenir leurs livres à la disposition de toute personne chargée par le Ministre du Commerce de procéder à une enquête sur leur demande. Enfin, en obtenant des avances, elles s'engagent, conformément à une clause qui figure dans les arrêtés d'attribution, à se soumettre aux règles de comptabilité qui leur seront indiquées. »

« Il appartient, en conséquence, au ministre du Commerce de fixer, soit à l'usage des banques populaires elles-mêmes, soit à l'usage des agents de l'Enregistrement, des fonctionnaires ou de toutes personnes chargées de vérifier ces établissements ou d'instruire leurs demandes d'avances, les règles de comptabilité qui doivent être suivies. »

« Sans trop entrer dans le détail, pour ne pas contrarier l'initiative et l'ingéniosité particulières des directeurs de banque populaire, il importe cependant de poser quelques règles générales, relatives : 1° à l'établissement des bilans ; 2° à la comptabilité des risques ; 3° à la tenue de la comptabilité spéciale prescrite par le décret du 3 mars 1920, pour les opérations prévues par la loi du 24 octobre 1919. »

ETABLISSEMENT DES BILANS

« Pour faciliter le contrôle, pour permettre les rapprochements et les comparaisons, pour rendre possibles les statistiques, il convient que le langage comptable ne diffère pas d'une banque populaire à une autre, ni, pour la même banque, d'un exercice à l'autre. En conséquence, sans que les banques populaires soient tenues d'adopter un système uniforme de comptabilité, elles devront en employer un qui leur permette d'établir leurs bilans successifs sur un modèle analogue, au moins en ses grandes lignes, à celui qui figure ci-après. »

« Tous les postes de l'actif y devront être disposés sous trois rubriques distinctes : actif immobilisé, comprenant séparément les frais de constitution, les frais de premier établissement, l'installation et le mobilier, les cautionnements divers et le loyer d'avance, s'il y a lieu ; actif réalisable (portefeuille effets, portefeuille titres, coupons, comptes débiteurs : actionnaires, comptes courants, avances sur titres, correspondants) ; actif disponible, décomposé en caisse, Banque de France, banquiers, etc. »

« De même, tous les postes du passif y devront être répartis entre les trois titres généraux suivants : passif non exigible (capital, réserve légale, réserves spéciales de garantie pour le remboursement des avances de l'Etat) ; engagements à terme (créances de l'Etat au titre de la loi du 13 mars 1917 et au titre de la loi du 24 octobre 1919, dépôts à préavis, créances à terme) ; engagements exigibles (effets à payer, dividendes non réclamés, dépôts à vue, comptes courants créditeurs). »

« Figureront en outre, à l'actif ou au passif, des Comptes d'ordre ou de régularisation qui devront être détaillés sous des dénominations précises indiquant nettement leur nature et leur rôle (et en particulier, d'une façon obligatoire, les deux comptes dont il sera parlé plus loin),

MODÈLE

ACTIF				
	COMPTA- BILITÉ ORDINAIRE	LOI de 1919	TOTAL par POSTE	TOTAL par RUBRIQUE
ACTIF IMMOBILISÉ				
Frais de constitution... »				
Amortissements..... » »	»		»	
Frais de 1 ^{er} établissement »				
Amortissements..... » »	»	»	»	
Installation et mobilier. »				
Amortissements..... » »	»	»	»	
Loyer d'avance, cautionnements, di- vers.....	»	»	»	»
ACTIF RÉALISABLE				
Portefeuille effets escomptés.....	»		»	
— — à l'encaissement...	»		»	
Portefeuille titres.....	»	»	»	
Coupons.. ..	»		»	
Comptes débiteurs :				
Actionnaires.....	»		»	
Comptes courants.....	»	»	»	
Avances sur titres.....	»	»	»	
Correspondants.....	»		»	»
.....				
ACTIF DISPONIBLE				
Caisse.....	»	»	»	
Banque de France.....	»	»	»	
Banquiers.....	»		»	»
.....				
COMPTES D'ORDRE				
Effets réescomptés.....	»	»	»	
Ouvertures de crédit (loi de 1919)....			»	»
.....				
TOTAUX.....	»	»	»	»

DE BILAN

PASSIF

	COMPTA- BILITÉ ORDINAIRE	LOI de 1919	TOTAL par POSTE	TOTAL par RUBRIQUE
PASSIF NON EXIGIBLE				
Capital.....	»		»	»
Réserve légale.....	»		»	
Réserves spéciales.....	»	»	»	
ENGAGEMENTS A TERME				
Créance de l'Etat (loi de 1917).....	»			
Remboursements.....	»	»	»	
Créance de l'Etat (loi de 1919).....	»			
Remboursements.....	»	»	»	
Dépôts à préavis.....	»		»	
Créances à terme.....	»		»	»
.....				
ENGAGEMENTS EXIGIBLES				
Effets à payer.....	»	»	»	
Dividendes non réclamés.....	»		»	
Dépôts à vue.....	»		»	
Comptes courants créditeurs.....	»		»	»
.....				
COMPTES D'ORDRE				
Effets réescomptés.....	»		»	
Crédits ouverts (loi de 1919).....		»	»	»
.....				
COMPTE DE RÉSULTAT				
Profits et pertes.....	»		»	»
TOTAUX.....				
	»	»	»	»

et le Compte de résultat ou solde du compte Profits et Pertes. »

« Les amortissements devront être déduits du compte de valeurs qu'ils concernent, mais par des opérations dont les termes apparaissent au bilan en chiffres distincts. De même, le poste ou les postes « Créance de l'Etat » devront, non pas comprendre un seul chiffre obtenu en déduisant du montant de l'avance ou des avances de l'Etat le total des remboursements effectués, mais faire apparaître à la fois le montant des avances reçues et le montant des remboursements opérés sur chaque avance. »

« Enfin, les soldes des divers postes de l'actif et du passif devront être totalisés par rubrique. »

« Voici, en conséquence, sous quelle forme devront, d'une façon générale, être dressés les bilans. » (*Voir pages 50 et 51*).

.....

VI

Doit-on ou non réglementer les bilans ?

« La prospérité des sociétés, affirmait Lazare Carnot, dépend beaucoup moins des lois que des progrès des individus. » Ce disant, il se rangeait parmi les protagonistes de la doctrine classique dite également libérale, qui compte, aujourd'hui encore, de chauds et nombreux défenseurs. Pour eux, le principe de liberté proclamé en 1789 ne doit souffrir aucune atteinte du fait de l'intervention de l'Etat dans des domaines qui, selon leur opinion, lui sont et doivent lui rester totalement étrangers : le bilan, document comptable au premier chef, document social en outre, fait essentiellement partie de ce domaine réservé à l'initiative privée : « C'est donc à la comptabilité, écrit M. Delavelle dans son ouvrage intitulé : « *Le bilan au point de vue comptable et juridique* », à dicter les règles à suivre dans la confection de ce bilan. Ces règles, elle les a formulées de telle façon qu'elles sont susceptibles, quand elles ne sont pas méconnues par ignorance ou par intérêt, de permettre au bilan de donner la situation aussi exacte que possible de l'entreprise et de rassurer les tiers sur leurs droits vis-à-vis de la société. » C'est également l'opinion de M. Jacques Charpentier dans son « *Traité Pratique des Bilans et Inven-*

taires » : « Nous croyons avoir démontré, dit-il, que toutes les règles du bilan pouvaient se déduire des principes généraux du droit des sociétés. Il suffirait que les tribunaux se pénétrassent de cette idée et en fissent toujours l'application pour rendre à peu près inutile toute réglementation législative. »

Les faits, hélas, sont là pour démontrer que bien souvent les sains principes comptables sont, selon l'expression même de Delavelle « méconnus par ignorance ou par intérêt ». Quant aux solutions jurisprudentielles, elles ont trait principalement au délit de distribution de dividendes fictifs. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer en détail cette question complexe et délicate. Rappelons seulement qu'aux termes des articles 15 et 45 de la loi du 24 juillet 1867, ce délit exige une distribution de dividendes en l'absence d'inventaire ou au moyen d'inventaires frauduleux, les tribunaux assimilant d'ailleurs dans l'application de ces textes inventaires et bilans. Si l'absence d'inventaire ou la fraude ne sont pas démontrés, les tiers amenés à traiter avec la société ou à acheter des actions sur la foi des énonciations mensongères des bilans, peuvent invoquer à l'encontre des administrateurs l'article 1382 du Code Civil. Enfin si l'intention frauduleuse est prouvée, mais s'il n'y a pas eu de distribution, pourra-t-on, en dehors de l'application de l'article 1382 du Code Civil, intenter l'action pénale prévue par le Code de Commerce et punissant dans certains cas de faux criminel les altérations d'écritures ? La jurisprudence ne l'admet pas, car, dit-elle, le bilan n'est pas une pièce destinée à faire preuve.

En dehors du cas de distribution de dividendes fictifs, les solutions judiciaires sont d'ailleurs rares et hésitantes entre l'estimation au prix de revient et l'estimation à la valeur vénale. Reconnaisant les nécessités de la pratique, les juges n'exigent pas l'estimation à la valeur du jour de la clôture de l'inventaire et se placent d'ordinaire sur le terrain de la bonne ou de la mauvaise foi. Ils se reconnaissent par exemple compétents pour apprécier si le bilan est sérieux ou si ce n'est qu'un état sommaire et incomplet (Orléans 19 juin 1886. D. 87. 2. 83.) mais ils laissent aux administrateurs toute latitude pour la rédaction de ce document. (Bordeaux, 30 mai 1908. J. S. 1908. 418 — Cour d'Aix, 5 juillet 1911. J. S. 1912. 431.) Ce dernier arrêt a décidé qu'une société peut adopter le modèle qui lui convient pour la confection de l'inventaire et du bilan, sauf recours devant les tribunaux en cas d'exagération manifeste et frauduleuse. Cette jurisprudence repose donc uniquement sur la sincérité et ne reconnaît comme règles générales que des principes indiscutés tels que l'amortissement nécessaire des éléments dépréciés de l'actif et l'élimination des créances irrécouvrables et des plus-values non définitivement acquises. (Voir en annexe les « attendus » du jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, 10^e Chambre, 27 juillet 1910, affaire Rochette).

Les défauts capitaux qu'entachent aujourd'hui la rédaction et la présentation des bilans ne peuvent donc trouver de correctifs efficaces dans une jurisprudence aussi flottante et aussi incohérente. Qu'à cela ne tienne, poursuivent les libéraux, tout remède sera bon s'il ne

consiste pas dans l'ingérence de l'Etat, même sous la forme législative. Formez un corps de comptables d'élite d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon, d'une science à l'abri de toute erreur ! « En résumé, écrit M. G. Reymondin, membre de la Compagnie des Experts-comptables de Paris, la question des bilans réside surtout dans l'approbation de leur sincérité par des personnes qualifiées. » Si cette méthode ne donne pas les résultats escomptés, entreprenez l'éducation de la masse ignorante, entraînez-là à déchiffrer les hiéroglyphes que sont aujourd'hui les bilans, car, disait Renan : « les documents sont muets pour qui ne sait les animer. » Si l'épargne a été tant de fois dépouillée, c'est à son ignorance de la chose financière qu'elle le doit. Tocqueville n'affirmait-il pas : « Les classes ont l'influence qu'elles méritent ; celles qui désertent leurs devoirs sociaux en sont punies par la perte de leur ascendant et c'est justice. »

Nous sommes les premiers à reconnaître la regrettable insouciance et l'impardonnable négligence d'une foule de petits et moyens capitalistes qui ne cherchent en aucune manière à se faire une opinion personnelle de la valeur du papier qu'ils souscrivent, grâce à une étude raisonnée des documents sociaux mis à leur disposition. En ce sens, la maxime de Tocqueville demeure d'une incontestable vérité. Mais la raison pour laquelle nous nous séparons de la doctrine classique, c'est qu'elle présente les faits sous un jour inexact. Négligence, oui certes ; mais tout au moins faut-il que ceux qui veulent savoir, car il y en a, puissent savoir. Nous ne

pensons pas qu'en l'état actuel des choses cette possibilité leur soit donnée. « La seule fenêtre qui permette de plonger un regard dans la vie des sociétés est le bilan établi chaque année », dit Jean Mabit dans son ouvrage « *La restauration monétaire et les bilans* ». Or cette fenêtre est murée et notre législation ne contient aucune disposition permettant de satisfaire le légitime désir qu'ont certains esprits de percer le mystère.

Admettre la réglementation légale des bilans, disent encore les libéraux, n'aurait d'ailleurs que des inconvénients : elle n'empêcherait nullement la pratique de manœuvres frauduleuses ; bien au contraire, à l'abri de dispositions législatives qu'ils interpréteront à leur profit et derrière lesquelles ils se retrancheront, des administrateurs peu scrupuleux ruineront l'épargne sous le couvert de la loi. Le seul effet d'une réglementation, si bénigne soit-elle, sera de nuire aux sociétés honnêtement gérées et comme disait madame de Staël : « Il y a mille moyens d'être très mauvais homme sans blesser aucune loi. » D'ailleurs, continuent les libéraux, un second inconvénient de la réglementation sera la violation quotidienne du secret des affaires au détriment des entreprises honnêtes et au bénéfice de concurrents plus adroits et moins scrupuleux. L'intérêt social bien compris n'exige-t-il pas de ne point révéler à des tiers qui ont un intérêt contraire à celui de la société quelles sont les valeurs composant son actif ? A ce point de vue, la réglementation équivaudra en quelque sorte à une prime à l'artifice et à la dissimulation. « Parce que, écrit M. L. Rosenfeld, expert-comptable, dans la

Revue générale d'Electricité du 18 août 1917, quelques capitalistes mal informés ou plus souvent ne s'informant pas, ont pu perdre leurs capitaux dans des affaires quelquefois mal dirigées ou dirigées par des faiseurs, il y a tendance chez certains à demander aux pouvoirs publics de prescrire des mesures de précaution qui semblent inopportunes et ne pourraient avoir pour résultat que de gêner les sociétés sérieuses sans qu'il en résulte l'avantage de supprimer ou d'améliorer les affaires mal conçues ou destinées à attraper les gogos. Estimant qu'il n'est pas nécessaire de légiférer à cet égard, que le régime de la liberté est bien préférable, l'auteur de cet article a voulu réagir contre un pareil courant. » Les libéraux mettent enfin en avant que si une réglementation était imposée par la loi, l'on verrait les administrateurs de sociétés donner en masse leur démission des Conseils et que le recrutement de nouveaux membres deviendrait quasiment impossible. Cet argument peut d'ailleurs être retourné contre ses propres auteurs : les administrateurs scrupuleux, en effet, ne craindraient aucunement ce surcroît de responsabilité. A l'abri de leur conscience, ils l'accepteraient sans nul doute d'un cœur léger. Les démissionnaires seraient justement ceux dont la gestion est critiquable ; quant à ceux qui se récuseraient devant l'offre d'une nouvelle fonction, ils ne pourraient arguer que de leur crainte des responsabilités futures : la réglementation aurait pour effet la sélection par en haut et non par en bas, comme on a voulu le prétendre.

D'ailleurs, dans les pays où la réglementation a été introduite, elle n'a pas engendré les catastrophes annon-

cées par les classiques : ceux-ci la repoussent plus souvent par parti pris de doctrine qu'à l'aide d'arguments décisifs. Certes, nous reconnaissons que la réglementation peut, à son tour, faire naître des abus. Mais pourquoi la loi elle-même ne les prévoirait-elle pas en leur infligeant une sévère sanction ? Ces abus ne sont-ils pas moins graves que ceux qui résultent actuellement du « laissez faire » et du « laissez passer » ? Aussi pensons-nous avec Voltaire que « la liberté consiste à ne dépendre que des lois » et non du bon vouloir des administrateurs.

La réglementation des bilans est donc non seulement utile, mais nécessaire. Au demeurant, nous croyons avec Jacques Charpentier qu'elle est inévitable. (Critique du projet de loi Fleury Ravarin, dans *Recueil juridique des Sociétés*, 1921) : « Le monde des affaires doit se rendre compte que, de toutes manières, nous nous rapprochons d'une réglementation des bilans par le seul effet des lois fiscales... Nous allons ainsi peu à peu vers une réglementation qui, au lieu de s'inspirer de l'intérêt public et de celui des entreprises réglementées, serait l'œuvre unique des agents du fisc. Mieux vaudrait, croyons-nous, aborder le problème de front, et, en se plaçant à un point de vue plus élevé, tenter une réforme d'ensemble qui tiendrait compte de tous les intérêts en cause. » Si la rationalisation technique et la rationalisation commerciale sont aujourd'hui admises par tous, pourquoi bannir sans recours la rationalisation comptable sous ses trois formes de réglementation de la profession d'expert-comptable, réglementation de la fonction de commissaire aux comptes, réglementation des bilans ? La création du brevet

d'expert-comptable agréé a été un premier pas dans la voie de cette rationalisation. Souhaitons qu'on ne s'arrête pas là. La réglementation des bilans est en effet une réforme dont la portée est considérable et dont les effets bienfaisants seront ressentis par plusieurs catégories de citoyens.

Il nous semble tout d'abord presque inutile d'insister sur l'intérêt qu'ont les actionnaires à la réalisation d'une pareille réforme. Ne sont-ils pas associés et par conséquent liés quant au sort de leur mise à la bonne comme à la mauvaise fortune de l'entreprise ? Le bilan, seul document pratiquement mis à leur disposition, doit donc leur permettre, étant par définition le miroir des affaires sociales, de se rendre compte de la façon habile ou maladroite, prudente ou audacieuse, avec laquelle la société est dirigée. En particulier, leur attention peut, grâce à la lecture d'un bilan sincère, être attirée sur la constitution de réserves exagérées au détriment de leur droit à une distribution immédiate de dividendes. Nous ne dirons qu'un mot des porteurs de parts bénéficiaires : ceux-ci, bien que non associés, ont droit à une part des superdividendes et profiteraient également de ce fait d'une réglementation des bilans.

Les créanciers de l'entreprise, et ils sont nombreux, ne sont pas moins intéressés à la réalisation de la réforme : les obligataires, en premier lieu, ont le devoir légitime, sans pour cela s'immiscer dans la gestion, de connaître au moins une fois l'an la situation réelle de la société puisque de cette situation dépendent le paiement régulier de leurs intérêts au taux fixé et le rem-

boursement final des sommes prêtées. Pour les fournisseurs, d'autre part, le bilan est un document précieux puisqu'il leur permet une appréciation raisonnée de la solvabilité de leur client et une prévision sur l'importance des commandes futures. Quant aux acheteurs éventuels de titres, qu'il s'agisse d'actions ou d'obligations, ils ont un intérêt évident à connaître si les cours pratiqués en Bourse correspondent effectivement à la valeur liquidative du titre ou sont au contraire soit artificiellement « soufflés », soit artificiellement maintenus à des cours dérisoirement bas, eu égard d'ailleurs au rendement des capitaux après leur investissement dans l'affaire considérée. Les banquiers, de leur côté, ne cherchent-ils pas à connaître avec autant de précision qu'il est possible, la vraie situation de la société, soit qu'ils lui aient consenti des crédits dont la sauvegarde doit être leur principale préoccupation, soit qu'ils soient seulement sollicités d'en accorder, et qu'ils ne désirent donner satisfaction à la demande qu'à bon escient ?

Enfin, l'intérêt du fisc auquel un législateur soucieux de ses devoirs ne saurait rester indifférent, coïncide en cette matière avec celui des contribuables en rapport avec la société par l'intermédiaire de liens juridiques divers. En effet, tant que notre système fiscal était un système indiciaire basé sur les signes extérieurs de la fortune tels que le loyer, peu importait à l'Administration que les industriels et les commerçants confectionnassent leurs bilans au gré de leur fantaisie. Au contraire, depuis les lois des 15 juillet 1914, 31 juillet 1917 et 25 juin 1920 organisant le fonctionnement de

l'impôt général sur le revenu et de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'Etat est devenu en quelque sorte un associé participant aux bénéfices. Il ne peut donc rester indifférent à la question de savoir comment sera établi le bilan, puisque c'est du bilan que se dégage le bénéfice net, assiette des taxes nouvelles. Pour échapper à l'impôt, de nombreux commerçants ont imaginé le dédoublement de leur bilan en bilan fiscal uniquement destiné à l'Administration, et bilan comptable faisant apparaître la véritable situation des affaires sociales. Or cette distinction est inadmissible, car la vérité est une. L'un des premiers résultats de la réglementation des bilans serait de mettre fin à l'emploi de ce procédé répréhensible. D'ailleurs, à un autre point de vue, si l'Administration était certaine de l'impossibilité pour les sociétés de « truquer » leurs bénéfices, aurait-elle besoin de conserver cette armée de contrôleurs dont l'entretien est si onéreux aux finances publiques et dont l'intrusion constante dans la vie des affaires pèse si lourdement aux épaules des assujettis ?

La réglementation des bilans sera donc profitable à tous grâce à la multiplicité de son incidence ; mais elle peut intervenir de diverses manières. Nous l'avons jusqu'ici considérée « in globo ». Il nous reste à déterminer quelles modalités elle peut revêtir.

ANNEXE AU CHAPITRE VI

*Tribunal correctionnel. — Seine, 10^e chambre,
27 juillet 1910 (AFFAIRE ROCHETTE) ; attendus du jugement*

« ... Attendu que la loi n'a pas défini le dividende fictif, mais qu'il résulte de la combinaison des dispositions des art. 10, 15, 34, 36 et 45 de la loi du 24 juillet 1867 que seuls peuvent être distribués aux actionnaires des bénéfices certains, tels qu'ils apparaissent d'après les résultats constatés par l'inventaire ;

Attendu que les bénéfices distribuables se déterminent par l'excédent de l'actif sur le passif au moment de l'inventaire ;

Attendu que l'actif s'entend de tous les biens ou produits de l'entreprise, de quelque nature qu'ils soient, meubles ou immeubles, concessions, espèces en caisse ou en banque, créances, marchandises brutes ou ouvrées, pourvu que ces éléments soient certains et estimés à leur juste valeur ;

Attendu que pour apprécier la valeur des produits de l'exploitation, bruts ou manufacturés, qui sont en stock ou en magasin, il importe de ne s'attacher qu'à des données certaines ; que si, d'une manière régulière, on les estimait au prix marchand, on escompterait les bénéfices de ventes qui ne sont pas encore réalisées et qui peuvent ne pas devenir effectives ; que c'est donc au prix de revient qu'il y a lieu, en règle générale, de les compter à l'actif ;

Attendu qu'il n'est pas possible, par exception, de les évaluer au prix marchand qu'autant qu'il s'agit de produits dont l'écoulement se trouve assuré d'ores et déjà par des ventes ou marchés fermes ;

Qu'on doit le faire encore lorsque, d'une manière indiscutable, leur valeur s'est établie en dessous des prix de revient ;

Attendu que la pratique admet aussi, parmi les éléments de l'actif, les frais et travaux de premier établissement ;

Qu'on considère comme telles les sommes dépensées pour constituer la société, acquérir le matériel, l'outillage et l'installation, d'une manière générale, toutes les dépenses qui sont faites pour mettre la société en mesure d'entreprendre et de poursuivre utilement son exploitation ;

Qu'on ne saurait au contraire y faire figurer les frais généraux de l'entreprise, les dépenses d'exploitation courantes ou normales, et qu'il appartient aux tribunaux de déterminer en fait parmi les dépenses celles qui peuvent être valablement portées au compte de premier établissement ;

Attendu que les sommes inscrites à l'actif pour frais et travaux de premier établissement ne représentent aucune valeur réalisable, les sociétés, même en l'absence de toute stipulation des statuts, ont le devoir impératif de pourvoir à leur amortissement ; que le montant des amortissements à pratiquer chaque année de ce chef est variable et dépend notamment de l'importance du compte de premier établissement, de la nature et de la durée de l'entreprise ;

Attendu que le passif s'entend de l'ensemble des charges qui, avec le capital, pèsent sur l'entreprise ;

Que parmi ces charges figurent les sommes affectées à la constitution de la réserve légale et des réserves ou amortissements statutaires ; que si ces réserves ou amortissements statutaires n'y pourvoient pas d'une manière suffisante, il y a lieu, en outre, d'inscrire au passif, dans des proportions plus ou moins élevées, selon la nature de l'entreprise, les sommes nécessaires pour parer aux risques de l'exploitation et compenser les dépréciations ou l'avilissement qui ont pu, d'un exercice à l'autre, se pro-

duire dans certains postes d'actif tels que le matériel, l'outillage, les marchandises ; en un mot, il est nécessaire de pratiquer toujours des amortissements suffisants pour que la valeur d'estimation des différents postes d'actif se rapproche autant que possible de leur valeur positive ;

Attendu que si, en l'absence même de toute distribution de dividendes, le bilan est établi de mauvaise foi, dans des conditions telles qu'il ne fasse pas apparaître sous son véritable jour la situation active et passive de la société représentée comme prospère alors qu'elle ne l'est pas, il peut y avoir à la charge de ceux qui l'établissent et la publient, soit des manœuvres frauduleuses, caractéristiques d'escroquerie, soit le délit spécial de l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 24 juillet 1867 ; qu'il en est ainsi également lorsque c'est à l'aide de combinaisons illicites ou frauduleuses que les administrateurs ont pu déterminer dans le bilan un excédent d'actif net, qu'ils ont ensuite réparti entre les actionnaires... »

VII

En quoi peut consister la réglementation

Un règlement est une ordonnance, un statut, qui détermine et qui prescrit ce que l'on doit faire. Réglementer les bilans signifie donc prescrire comment doivent être établis et présentés les bilans.

Il convient tout d'abord de mettre en garde le lecteur contre une confusion souvent commise par le profane : réglementation des bilans et réévaluation des bilans sont en effet deux réformes essentiellement différentes dans le temps et dans l'espace. Tandis que la réévaluation des bilans est la solution d'un problème momentané et n'intervient qu'après une crise monétaire dans le but de rétablir l'ordre comptable et financier dont l'équilibre a été rompu par l'inflation, la réglementation des bilans est un procédé destiné à résoudre le problème de tous les temps que pose, à l'état chronique et même en période de stabilité monétaire parfaite, l'obscurité de ce document. D'autre part, les concepts de réévaluation et de réglementation ne sont aucunement superposables. La notion de réglementation est en effet beaucoup plus vaste et beaucoup plus compréhensive que celle de réévaluation. Tandis que cette dernière est une pure question de fond puisqu'elle consiste uniquement dans la détermina-

tion des règles à appliquer pour valoriser les postes de l'actif demeurés intacts malgré les fluctuations de la monnaie qui les représente, la réglementation est une réforme à la fois du fond et de la forme en vue de doter le bilan de ses qualités essentielles qui sont la clarté et la sincérité.

Ceci posé, en quoi peut consister une réglementation des bilans ? Les questions à résoudre sont nombreuses. Nous n'en prendrons pour preuve que le questionnaire adressé aux membres du Congrès international de statistique tenu en 1902 à Budapest et relatif au meilleur mode de confection des bilans :

1. Que faut-il entendre par le mot « actif » d'une société ?
2. Quels sont les éléments qui doivent composer cet actif ?
3. Que faut-il entendre par le mot « passif » d'une société ?
4. Quels sont les éléments qui doivent composer ce passif ?
5. L'excédent de l'actif sur le passif constitue-t-il un bénéfice distribuable ?
6. La diminution de l'actif sur le passif constitue-t-elle une perte ?
7. Comment doit être établi le bilan d'une société par actions ? Quelles sont les règles à suivre ?
8. Le matériel, les marchandises, les immeubles, doivent-ils être décomptés au prix d'achat ou au prix auquel ils pourraient être réalisés ?

9. Les valeurs mobilières (rentes, actions, obligations, parts) doivent-elles être décomptées au prix d'achat ou au prix auquel elles sont cotées à la Bourse à la clôture de l'exercice ?

10. Les frais de constitution de la société, les frais de premier établissement doivent-ils être amortis annuellement ou immédiatement ?

11. Convient-il d'indiquer dans le bilan et de détailler les quantités de valeurs qui appartiennent à la société ?

12. Faut-il au contraire les indiquer « in globo » ?

13. Les réserves créées au cours de la société sous diverses dénominations (réserves spéciale, extraordinaire, fonds de prévoyance), doivent-elles être énoncées dans le bilan avec l'indication des valeurs affectées à ces réserves ?

14. Est-il possible d'établir un bilan d'une société par actions sur un modèle uniforme pour toutes les sociétés ?

15. Quelles sont les règles statistiques à recommander pour établir le bilan d'une société par actions ?

16. Indiquer, autant que possible, un modèle de bilan.

17. Comparer les modes d'établissement de bilans de plusieurs sociétés de création anglaise, allemande, autrichienne, hongroise, française.

Les solutions proposées peuvent revêtir des modalités diverses et les mesures préconisées varient d'ailleurs selon le degré de libéralisme ou d'interventionnisme avec lequel l'auteur du projet envisage la réforme. C'est ici l'un des aspects les plus méconnus de la lutte séculaire entre la doctrine classique et les théories à tendance socialiste. Nous avons vu que les libéraux n'admettent en aucune

façon l'idée de réglementation, le véritable fondement de la sécurité du public résidant dans l'honorabilité et la capacité des personnes qui ont dressé le bilan. Mais, ébranlés par les faits, certains d'entre eux, sans renier leur libéralisme, l'ont tempéré en acceptant l'intervention de l'Etat sous une forme atténuée et par l'intermédiaire des statuts. C'est en ce sens que s'exprimait Alfred Neymarck dans un rapport qu'il fit au nom d'une Commission extraparlamentaire instituée par arrêté de M. le garde des Sceaux Vallée, le 21 juin 1902, sur les inventaires et bilans : « La Commission, tout en exprimant le désir que les statuts, d'une façon générale, continssent les indications et les renseignements sur le mode de confection des inventaires approprié au genre spécial de l'affaire mise en société, a été unanime à reconnaître qu'il était extrêmement difficile de faire une loi sur les inventaires et bilans et qu'il serait dangereux de légiférer sur des matières aussi complexes, parce qu'il est impossible de prévoir tous les cas qui pourraient se produire et de leur donner une sanction pénale. » Aucune prescription légale ne devra donc être édictée concernant l'établissement et la présentation des bilans, mais une disposition législative extrêmement courte obligera les sociétés à insérer dans leurs statuts un article indiquant la façon dont les postes seront intitulés, évalués et groupés au bilan. La méthode choisie restera valable tant qu'une modification statutaire ultérieure ne l'aura pas rendue caduque. En somme, le rôle de la loi se bornerait à contraindre les sociétés à adopter une méthode, mais cette méthode serait librement choisie par les administrateurs. Sans nul doute,

ce système constitue un premier pas dans la voie de la réglementation, mais il est facile d'objecter à ses protagonistes que ce premier pas est insuffisant ; malgré l'obligation où se trouvent les sociétés de publier leurs statuts, ceux-ci ne sont pas pratiquement entre les mains des actionnaires et des tiers intéressés. Une recherche dans les journaux d'annonces légales peut être nécessaire, et dans le cas de trop grande ancienneté de la société, cette recherche est vouée à un échec presque certain. Une solution plus élégante consisterait, il est vrai, à joindre au bilan un extrait des statuts contenant l'indication des méthodes employées.

A l'inverse, les interventionnistes « bon teint » préconisent une réglementation légale des plus strictes dont le résultat sera d'enserrer l'initiative privée d'un filet législatif aux mailles denses. La réglementation devra résulter de prescriptions détaillées et précises concernant chacun des postes du bilan. En outre, au texte législatif sera annexé un bilan-type auquel devront se conformer les assujettis. Ici, d'ailleurs, deux courants d'opinion se font jour. Les plus chauds défenseurs de la réglementation s'ingénient à démontrer que, malgré la diversité des entreprises, l'introduction dans la loi d'un modèle de bilan unique est parfaitement possible : « L'unification des bilans n'est plus une chimère, écrit en 1907 Eugène Léautey dans une brochure intitulée : *l'Unificatioin des bilans des sociétés par actions*, elle est parfaitement réalisable à la condition de la faire reposer sur une méthode comptable et scientifique. » D'autres, plus modérés, entrevoient les difficultés insurmontables auxquelles se

heurterait un pareil système. Répondant à la question n° 14 du questionnaire que nous avons reproduit plus haut, A. Savigny s'écrie : « Encore une fois, l'unité absolue du bilan, c'est-à-dire le bilan-type, le bilan-étalon, est une chimère. » Dans son ouvrage de *Comptabilité générale*, édition de 1919, l'expert-comptable Gabriel Faure, arbitre rapporteur près le tribunal de commerce de la Seine, émet une opinion semblable : « Il ne paraît pas, dit-il, qu'une formule unique de bilan applicable aux hypothèses infiniment variées de la pratique puisse jamais être établie. » De même, M. Croizé écrit dans son ouvrage : *De l'inventaire commercial et des bilans en général* : « Vouloir donner un modèle de bilan unique comprenant tous les éléments des divers genres et espèces de commerce, c'est s'exposer sciemment à jeter la confusion dans un sujet qui exige, plus que tout autre, de la précision. » Enfin, Jacques Charpentier, avocat à la Cour d'appel de Paris, se range également à cette opinion : « Les entreprises sont infiniment variées, écrit-il en 1921 dans le *Recueil juridique des Sociétés*, et si l'on veut que le bilan soit le miroir fidèle de leur situation, il faut qu'il reflète toutes ces variations, ce qui est contraire au principe même de l'unification. » Aussi est-il sage de se contenter d'un bilan-type pour chacune des grandes catégories d'affaires composant notre activité nationale. « Pour embrasser tous les cas, continue M. Croizé, il faudrait, selon nous, procéder d'abord par grandes divisions, par genres de commerce, et créer des modèles de bilans spéciaux à chaque genre, c'est-à-dire pour le commerce, pour l'industrie, pour la banque, pour les assurances, pour l'agriculture..., puis subdiviser

chacun de ces genres en espèces, et pour chaque espèce, donner un modèle spécial. » N'est-ce pas d'ailleurs dans cette voie qu'est entré le Ministre du commerce avec l'instruction du 1^{er} septembre 1920 sur la comptabilité des banques populaires ?

Chez d'autres auteurs enfin le vieux fond de libéralisme qui sommeille au cœur de l'économiste prend à nouveau le pas sur la théorie étatiste. Maurice Bellom, ingénieur en chef au Corps des mines, est d'avis (« *Le bilan dans l'industrie* », dans *Revue du génie civil*, 26 novembre 1910) « que l'unification du bilan n'est nullement désirable, car la possibilité de tracer un programme invariable aux caractéristiques des résultats de toute entreprise industrielle ou commerciale, dénoterait dans l'activité humaine une immutabilité voisine de l'automatisme. » Malgré la nécessité d'une réglementation, une part de liberté doit subsister, dans la mesure où cette part est compatible avec l'intérêt général. En effet, l'initiative privée reste et demeurera le stimulant le plus puissant de l'activité économique des peuples. Ses manifestations seront bienfaisantes à condition que la loi en prohibe les abus : « Ainsi, dit M. Bellom, la libre initiative des intéressés et l'action législative réduite pour l'Etat à l'exercice d'un droit de police et à l'accomplissement d'un devoir de protection des faibles pourraient assurer au bilan les qualités essentielles d'un document intelligible pour tous et revêtu d'un caractère certain d'exactitude et de véracité. » On est donc tout naturellement amené à l'idée d'une réglementation sans bilans-types, suffisamment souple pour englober les cas multiples qui se pré-

sentent dans la réalité des faits, mais suffisamment précise cependant pour être efficace et dresser une barrière infranchissable à la fraude. « On peut dire, a écrit en 1917 dans la *Gazette des Sociétés et du Droit financier*, M. Gustave Doyen, alors président de la Compagnie des experts-comptables du tribunal de première instance de la Seine, que la confection des bilans, quels qu'ils soient, doit se plier à un certain nombre de règles communes, et c'est cet ensemble de règles qu'il importe de faire passer dans la loi. » M. J.-M. Caquas, membre de la Compagnie des experts-comptables de Paris, pense également que « l'intervention du législateur peut, sans prétendre à l'unification des bilans, s'exercer utilement à fixer certaines règles générales concernant la confection des bilans, les mentions à y faire figurer, le mode d'évaluation des différents postes... » Au demeurant l'application de ce principe n'a-t-il pas fait la gloire de nos codes napoléoniens et contribué à leur universelle renommée ? Nous nous garderons bien de résoudre ici ce problème de philosophie juridique et nous nous contenterons de faire observer que toutes les législations qui ont voulu faire table rase de ce principe en légiférant dans le détail, peuvent se caractériser par la rigidité de leurs institutions et l'impossibilité d'adaptation de leurs règles aux besoins nouveaux.

Sur quelle matière s'exercera cette réglementation souple et précise à la fois ? Le texte voté à la fin du Congrès juridique international des sociétés par actions, qui se tint en 1910 à Bruxelles au cours de l'Exposition, nous en donnera une idée suffisamment nette. Ce texte stipulait les quatre obligations organiques suivantes :

(« *La réglementation des bilans dans les sociétés par actions* », article de A. Pottier dans la *Revue Politique et Parlementaire* du 10 février 1929) :

1° Obligation d'une élaboration annuelle ;

2° Obligation de se présenter tous les ans dans le cadre d'une formule identique, quitte à laisser à la société toute liberté d'en choisir et dresser elle-même le type, suivant la nature de son entreprise et les préférences de ses dirigeants ;

3° Obligation d'être exact, notamment par l'observation de tous amortissements nécessaires, quitte à abandonner à la société le soin de fixer elle-même le chiffre de ces amortissements, dans les proportions exigées pour chacune de ces différentes valeurs, par les données de la comptabilité industrielle ;

4° Obligation d'être clair, par l'accomplissement d'une double prescription : d'une part, ventilation des divers amortissements, à sérier et classer suivant la nature des diverses valeurs auxquelles ils se réfèrent ; d'autre part, indication des bases adoptées et des procédés employés pour les évaluations tant des marchandises que du portefeuille, quitte, encore une fois, à laisser la société s'en référer librement à la science comptable quant au choix de ces bases et quant à l'emploi de ces procédés.

Ces prescriptions pourraient d'ailleurs être utilement complétées par l'adjonction de quelques règles purement formelles. Ne serait-il pas opportun par exemple que la terminologie courante employée dans la rédaction des bilans soit précisée et définie par la loi ? De même, il serait souhaitable qu'une disposition législative expresse

intervienne pour prohiber l'usage d'expressions obscures telles que « comptes d'ordre » et « divers » et du procédé critiquable du « blocage ». Enfin la loi pourrait prescrire une présentation méthodique des divers postes tant de l'actif que du passif en imposant aux sociétés l'obligation de recourir à un groupement raisonné des valeurs, laissé d'ailleurs au libre choix des intéressés.

Ainsi conçue, la réglementation n'aboutit donc nullement à une standardisation consistant à couler tous les bilans dans un moule unique. Elle laisse une place considérable à l'initiative privée dont elle se borne seulement à endiguer les manifestations dans un but de vérité. Deux bilans pourront contenir des rubriques différentes mais ces rubriques correspondront à des matières distinctes, tandis qu'à l'inverse des éléments semblables seront désignés par des termes identiques. Il nous est donc permis de penser que, même réduite à ces modestes proportions, la réforme dont nous nous sommes efforcés de tracer les grandes lignes, contribuerait grandement à la réalisation du progrès comptable et financier et réussirait à entraver efficacement les habitudes conscientes ou inconscientes de désordre qui règnent actuellement dans l'établissement des bilans.

VIII

L'exemple de l'étranger

Contrairement à ce qui se passe en France, de nombreuses législations étrangères ont édicté des prescriptions relatives à l'établissement des bilans. Certaines même, telles la loi anglaise, qui semblaient il y a quelques années y avoir définitivement renoncé après un essai infructueux, sont revenues récemment à l'idée de réglementation. Seules la Hollande, la Suède, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont suivi l'exemple négatif de la loi française et dans ces pays comme chez nous le régime adopté est celui de la liberté absolue. Nous croyons indispensable de passer en revue dans cette étude les principales règles édictées par les législations étrangères entrées dans la voie de la réglementation. Reflétant le caractère du peuple chez qui elles ont été conçues et sont appliquées, ces règles sont loin d'être précises et concordantes. Elles sont d'ailleurs pour la plupart empreintes du défaut que nous avons signalé au chapitre précédent : voulant prévoir tous les cas particuliers, elles se révèlent à l'usage incomplètes et non coordonnées par un principe général. A l'inverse, pour les cas particuliers qu'elles visent, elles sont souvent trop absolues et trop rigides. Pourquoi toujours décider par exemple qu'un immeuble

doit être évalué au prix d'achat, si sa valeur a certainement augmenté du fait de l'ouverture d'une rue nouvelle ou du déplacement des quartiers recherchés ? Pourquoi également prohiber comme le Code allemand l'estimation des marchandises et valeurs au cours du jour si ce cours est supérieur au prix d'achat d'une manière stable et définitive ? Enfin, pour la plupart, ces textes ne contiennent aucune prescription relative à la clarté de la terminologie et de la présentation matérielle. Quoi qu'il en soit, nous pensons avec Victor Faragi (« *Du bilan des Sociétés par actions, étude économique, comptable, financière et juridique* ») que : « même imparfaite, une réglementation est, en l'espèce, préférable à l'absence de toutes conventions et de toutes règles légales, de même que l'existence d'un système monétaire même défectueux dans un pays vaut mieux que le régime primitif des échanges de marchandises contre des lingots à la pesée. »

I

Allemagne

Les règles générales au respect desquelles les bilans et inventaires sont tenus font l'objet des articles 39, 40, 182, 227, 261 et 262 du Code de commerce du 10 mai 1897 promulgué le 21 mai de la même année.

ARTICLE 39

« Au début de ses affaires, tout commerçant doit dresser l'état de ses immeubles, de ses créances, de ses dettes, de son argent liquide et des divers effets dont

est composé son avoir. Il indiquera la valeur individuelle de chacun des objets qui constituent cet avoir, et établira un bilan faisant ressortir le rapport de l'actif au passif. Il devra, à la clôture de chaque exercice, dresser un inventaire et un bilan semblables. Chaque exercice ne peut dépasser douze mois. L'établissement de l'inventaire et du bilan doit être effectué dans un délai correspondant à la marche régulière des affaires. Si le commerçant possède un dépôt de marchandises, dont la nature même de son négoce ne permet pas de dresser l'inventaire chaque année, un inventaire bisannuel suffira. L'obligation d'établir un bilan annuel demeure cependant entière. »

ARTICLE 40

« Le bilan doit être dressé en valeur monétaire du Reich.

L'actif et le passif doivent être portés à l'inventaire et au bilan pour la valeur qu'ils ont au moment pour lequel ces pièces sont établies.

Les créances douteuses y figureront pour leur valeur probable ; les créances irrécouvrables en seront exclues. »

ARTICLE 182

« Les statuts détermineront :

1° La raison sociale et le siège de la société (*anonyme*) ;

2° L'objet de l'entreprise ;

.....

6° La forme des communications émanant de la société.

Les communications qui doivent être faites par voie

d'insertion dans les feuilles publiques, doivent paraître dans le *Moniteur du Reich*. Les statuts désigneront en outre, d'autres feuilles pour cet objet. »

ARTICLE 227

« L'amortissement des actions ne peut avoir lieu que s'il a été réglé ou prévu par le contrat de société. Cette mesure doit être prise soit dans les statuts originaires, soit en vertu d'une modification apportée à ceux-ci avant la souscription des actions, à moins qu'elle ne doive s'accomplir par voie d'achat et non par voie de tirage au sort ou de notification ou par tout autre procédé.

Tout amortissement qui n'est pas réalisé conformément aux prescriptions relatives à la réduction du capital ne peut être effectué que sur le bénéfice disponible d'après le bilan annuel. »

ARTICLE 261

« Pour l'établissement du bilan, on appliquera, avec les prescriptions de l'article 40, les dispositions suivantes :

1° Les valeurs et les marchandises cotées à la Bourse ou au marché doivent y figurer au maximum pour leur valeur en Bourse ou au marché au moment pour lequel le bilan est dressé, et, si ce prix dépasse celui de l'achat ou le prix de revient, y être portées au maximum pour ce dernier prix ;

2° Les autres éléments d'actif seront inscrits au plus pour leur prix d'achat ou de revient ;

3° Les établissements et autres effets qui ne sont pas destinés à la revente, mais plutôt à l'exploitation permanente des affaires de la société, doivent, malgré leur dépréciation, être inscrits pour leur prix d'achat ou de revient, pourvu qu'il soit fait également état d'une déduction correspondant à leur dépréciation ou d'un fonds de renouvellement les concernant ;

4° Les frais de constitution de la société et des dépenses d'administration ne doivent pas être repris à l'actif dans le bilan ;

5° On inscrira au passif le montant du capital social et tous fonds de réserve et de renouvellement ;

6° On fera notamment figurer au pied du bilan le bénéfice ou la perte ressortant de la comparaison de l'actif et du passif. »

ARTICLE 262

« Il sera constitué un fonds de réserve pour faire face aux pertes qui pourraient ressortir du bilan. On fera figurer dans ce fonds de réserve :

1° Au moins le vingtième du bénéfice annuel, tant que le fonds de réserve n'aura pas atteint le dixième du capital social ou la proportion plus élevée qu'auraient fixé les statuts ;

2° La somme qui, lors de la constitution de la société, ou lors d'une augmentation du capital par l'émission d'actions au-dessus de leur valeur nominale, aura été encaissée en sus du capital nominal et des frais de l'émission ;

3° Le montant des versements faits par des actionnaires, sans qu'il y ait eu augmentation du capital social et en retour d'avantages attachés à leurs actions, à moins que l'emploi de ces versements à des dépenses extraordinaires ou à la compensation des pertes extraordinaires, n'ait été décidé. »

Signalons enfin que les grandes banques et que les sociétés d'assurances sont soumises depuis 1908 à l'obligation de confectionner leurs bilans suivant un bilan type.

II

Angleterre

La loi anglaise de 1862 contenait dans son annexe n° 81 un statut normal régissant le bilan des sociétés par actions. Toutefois, ce statut était purement facultatif et l'application de ce texte fut, en fait, très restreinte jusqu'en 1906, date à laquelle il disparut légalement. Depuis lors, le régime anglais fut celui de la liberté, tempéré il est vrai par l'existence des corporations de « Chartered Accountants ». Ces puissantes compagnies d'experts-comptables, fruit d'initiatives privées étayées par une charte royale, offrent à toutes les entreprises industrielles ou commerciales un concours précieux : il est presque inutile de rappeler ici quelle importance capitale le public anglais attache à la signature d'un membre de ces corporations agréées au bas d'un bilan de société. Malgré l'estime particulière dont jouissent les « Chartered Accountants », le législa-

teur anglais n'a pas trouvé que l'épargne publique était suffisamment protégée, et sous l'influence politique autant d'ailleurs que par nécessité économique, les partisans de la réglementation l'ont à nouveau emporté sur les libéraux. Les rapports des Comités Wrenbury (1918) et Greene (1925) aboutirent en effet à un certain nombre de « recommandations » qui passèrent dans la loi en 1928. Cette loi elle-même a fait l'objet en 1929 d'une refonte complète, les nouvelles dispositions étant entrées en vigueur en novembre de ladite année. L'économie de ces dispositions consiste dans l'obligation pour les sociétés de tenir une comptabilité régulière, de renseigner les actionnaires par la communication du compte de profits et pertes et du bilan établis suivant certaines règles suffisamment souples pour ne pas gêner les sociétés par la divulgation de leur situation financière. Les principaux articles relatifs à notre matière sont les articles 123, 124, 125 et 126.

ARTICLE 123

« Les administrateurs d'une société, dans les dix-huit mois qui suivront sa constitution et par la suite au moins une fois par an, communiqueront à l'Assemblée générale des actionnaires un compte des profits et pertes; ou, s'il s'agit d'une association à but désintéressé, un compte des recettes et des dépenses couvrant une période qui s'étendra, dans le cas de premier compte depuis l'époque de la constitution de la société, et dans tous autres cas depuis l'époque du précédent compte jusqu'à une date qui ne pourra être antérieure à plus de

neuf mois à celle de l'assemblée, ou, s'il s'agit d'une société ayant des affaires ou des intérêts à l'étranger, de plus de douze mois. Toutefois, le Ministre du commerce, pour tout motif qu'il jugera bon, pourra étendre les divers délais de dix-huit mois, un an et neuf mois en faveur de toute société.

» Les administrateurs feront rédiger et communiqueront à l'Assemblée générale chaque année un bilan de la société à la date à laquelle se termine, selon les cas, soit le compte des profits et pertes, soit le compte des recettes et des dépenses ; à ce bilan sera annexé un rapport des administrateurs sur l'état des affaires de la société, le montant qu'ils proposent de payer à titre de dividende, le montant qu'ils proposent de porter au fonds de réserve (compte de réserve général ou compte spécial ressorti au bilan) ou à un compte de réserve à créer. »

ARTICLE 124

« 1° Tout bilan de société contiendra un état du capital actions autorisé et du capital actions émis par la société, son actif et son passif, ainsi que les indications nécessaires pour révéler la nature générale de l'actif et du passif et distinguer entre les montants respectifs de l'actif immobilisé et de l'actif réalisable (floating assets) ; le bilan montrera également comment la valeur des immobilisations a été déterminée.

» 2° Devront être indiqués sous des chefs séparés dans le bilan, tant qu'ils n'auront pas été amortis :

» a) Les dépenses préliminaires de la société ;

» b) Tous frais afférents à une émission d'actions ou d'obligations ;

» c) L'évaluation de l'achalandage (goodwill), des brevets ou marques de fabrique, s'ils figurent sous un poste y relatif dans les livres de la société ou s'ils peuvent être établis d'après ces livres, ou d'après un contrat pour la vente ou l'achat de biens au profit de la société, ou d'après tout document en possession de la société résultant du paiement du droit de timbre à payer sur lesdits contrats ou à l'occasion du transfert de la propriété.

» 3° Lorsqu'un engagement de la société est garanti autrement que par l'effet de la loi sur son actif, le bilan indiquera que cet engagement se trouve garanti, mais il ne sera pas nécessaire d'indiquer dans le bilan le gage particulier affecté à cet engagement. »

ARTICLE 125

« Quand l'actif d'une société se compose d'actions d'une ou plusieurs filiales ou de créances sur elles (par suite d'un emprunt ou autrement), le montant total de cet actif, en distinguant les actions et les créances, devra figurer au bilan de la première société, séparément du reste de l'actif ; quand une société est débitrice, par suite d'un emprunt ou autrement, envers une ou plusieurs filiales, le montant total de ces dettes figurera au bilan de cette société, séparément du reste du passif. »

ARTICLE 126

« Quand une société, désignée dans cet article sous le nom de « holding company », détient directement

soit par l'entremise d'un représentant des actions d'une ou plusieurs filiales, on devra annexer au bilan de la société-mère un état signé par ceux qui doivent signer le bilan d'après l'article 129, indiquant comment on a fait entrer en ligne de compte, dans les comptes de la société-mère, les profits et pertes de la société filiale, ou, s'il y a plusieurs filiales, le montant total des profits et pertes de ces sociétés ; en particulier, on indiquera comment et dans quelle mesure :

» a) Des provisions ont été faites dans les comptes de la filiale, ou de la société-mère, ou des deux, pour faire face aux pertes d'une filiale ;

» b) Les administrateurs de la société-mère ont fait entrer en ligne de compte les pertes d'une filiale pour arriver à établir les profits et pertes de la société-mère.

» Toutefois, il ne sera pas nécessaire de spécifier dans cet état le montant précis des profits et pertes des diverses filiales, ou le montant précis de telle partie des profits et pertes qui ont été réglés de telle ou telle manière. »

Remarquons en passant que l'article 127 définit la holding et la subsidiary company : une société est considérée comme holding quand elle détient plus de 50 % du capital émis ou plus de la moitié des votes ou quand elle désigne la majorité des administrateurs de la filiale (subsidiary company) ; toute société est considérée comme filiale lorsqu'elle se trouve contrôlée dans les susdites conditions. Enfin aux termes des articles 108 et 110, il est stipulé que dans le « summary » à envoyer chaque année au « registrar » (dans les 28 jours après la tenue de l'Assemblée générale) il y aura lieu de joindre une copie

certifiée conforme par un administrateur, par le directeur ou par le secrétaire, du dernier bilan avec les annexes prévues à la loi, et une copie du rapport des commissaires aux comptes (la loi de 1908, art. 26, n'exigeait l'envoi que du seul bilan de la société sommairement détaillé). Si le bilan est en langue étrangère, il devra lui être annexé une traduction en langue anglaise. Les prescriptions des articles 108 et 110 ne s'appliquent d'ailleurs qu'aux « public companies » ou sociétés anonymes soumises à la publicité et non aux « private companies » sorte de sociétés à responsabilité limitée.

III

Autriche

C'est en Autriche le décret du 20 septembre 1899 qui réglemente la matière. Dans ses articles 33, 49, 51 et 53, il se borne à disposer que les principes d'après lesquels les bénéfices sont calculés et répartis doivent être précisés par les statuts. Il ne peut être distribué aux actionnaires que l'excédent de l'actif, après prélèvement de tous amortissements et acquit de tout le passif. La dotation du fonds de réserve doit primer toute répartition de l'excédent. Lors de la fondation de la société, il peut être décidé dans les statuts que les frais de premier établissement limitativement désignés seront répartis comme dépenses sur les premières années d'exploitation, au maximum les cinq premières années. Ne peuvent être imputés comme tels que les dépenses indispensables et les

frais de constitution proprement dits. Un état détaillé des frais de fondation doit figurer dans les comptes de premier exercice. (Extrait de l'article de M. Gustave Doyen, paru en janvier 1917 dans la *Gazette des Sociétés et du Droit Financier*, sur la réglementation des bilans.)

IV

Belgique

Une Commission extraparlamentaire belge tenta, mais en vain, en 1893, d'introduire dans la législation de ce pays l'obligation de recourir à un bilan-type. On s'aperçut bientôt des difficultés que soulevait l'application d'une pareille réforme et le 15 avril 1905 à la suite du rapport d'une Commission de justice au Sénat, l'idée fut définitivement abandonnée. Les prescriptions du Code de Commerce belge relatives au bilan sont cependant plus précises que celles de notre loi française. Elles sont contenues dans les articles 75, 76, 77, 78, 182 et suivants, titre IX, des Sociétés.

ARTICLE 75

« Chaque année, l'Administration doit dresser un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

» L'Administration forme le bilan et le compte des profits et pertes, dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

» Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable, et au passif les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garanties réelles.

» Il est fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

» L'Administration remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'Assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions. »

ARTICLE 76

« Quinze jours avant l'Assemblée générale, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège social :

» 1° Du bilan et du compte des profits et pertes ;

» 2° De la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille ;

» 3° De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions, avec l'indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile ;

» 4° Du rapport des commissaires.

» Le bilan et le compte, de même que le rapport des commissaires, sont adressés aux actionnaires en nom, en

même temps que la convocation. Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des pièces mentionnées à l'alinéa qui précède. »

ARTICLE 77

« L'Assemblée générale entend les rapports des administrateurs et des commissaires et discute le bilan. Le Conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, l'assemblée à trois semaines. Cette prorogation annule toute décision prise. La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement le bilan.

» Après l'adoption du bilan, l'Assemblée générale se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission ni indication fausse dissimulant la situation réelle de la société, et quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation. »

ARTICLE 78

« Le bilan et le compte des profits et pertes précédés de la mention de la date de la publication des actes constitutifs de la société, doivent dans la quinzaine après leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs, conformément au mode déterminé par l'article 10.

» A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi

et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'Assemblée générale. »

ARTICLE 182

(loi du 26 décembre 1881, article 1^{er})

« Seront punies de la réclusion et d'une amende de vingt-six francs à deux mille francs les personnes qui auront commis un faux, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes des sociétés, prescrits par la loi ou par les statuts, soit par fausses signatures, soit par contre-façon ou altération d'écritures ou de signatures, soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes, soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes ont pour objet de recevoir et de constater. »

ARTICLE 183

(loi du 26 décembre 1881, art. 2)

« Celui qui aura fait usage de ces actes faux sera puni comme s'il était l'auteur du faux. »

ARTICLE 184

(loi du 26 décembre 1881, art. 3)

« Le bilan existe, au point de vue de l'application des articles précédents, dès qu'il est soumis à l'inspection des actionnaires ou des sociétaires. »

V

Bulgarie

L'article 207 du Code de Commerce bulgare dispose, au titre des Sociétés :

« Les règles suivantes doivent être observées dans la confection du bilan social :

» 1° Le capital doit figurer avec l'indication des objets dont il se compose, ainsi que l'actif existant au dernier jour de l'exercice annuel ;

» 2° Les valeurs cotées doivent être évaluées au cours qu'elles avaient au dernier jour de l'exercice annuel ;

» 3° Le montant du capital social et celui du fonds de réserve doivent figurer au passif de la société ;

» 4° Les frais d'établissement doivent être répartis sur les cinq premiers exercices annuels ;

» 5° Les créances douteuses figurent dans le bilan d'après leur valeur probable, et celles qui sont irrécouvrables ne peuvent figurer au bilan. L'actif et le passif doivent être mis en lumière à la fin du bilan. »

VI

Etats-Unis

Il n'existe aux Etats-Unis aucune loi fédérale ni aucune loi d'état particulier imposant aux sociétés l'obligation de se conformer pour la rédaction de leurs bilans à des règles impératives. Le système en vigueur est celui de la liberté absolue tel qu'il existait en Angleterre avant la

loi de 1929. Toutefois, les « Chartered Accountants » anglais vérifient aux Etats-Unis un nombre considérable de comptes et ont introduit dans ce pays les méthodes d'ordre et de clarté qui ont fait leur réputation universelle. Des associations d'experts-comptables américains se sont d'ailleurs créées à leur image et leur rôle va croissant. D'autre part, en avril 1917, le « Federal Reserve Board » a fait paraître dans son bulletin un ensemble de suggestions contenues dans un memorandum. Ce dernier fut révisé en mai 1929 par un Comité de l'« American Institute of Accountants ». Bien que n'ayant pas force de loi, ces « recommandations » qui s'adressent non seulement aux banquiers, mais aussi à tous les industriels et commerçants, sont aujourd'hui la charte comptable des Etats-Unis. En fait, sinon en droit, toute entreprise sollicitant du crédit, est moralement astreinte à présenter ses comptes suivant les méthodes préconisées par le « Federal Reserve Board ». Sans entrer dans une analyse de ces « recommandations » qui nous entraînerait beaucoup trop loin, nous croyons utile d'en extraire pour l'édification du lecteur le bilan-type qui en est en quelque sorte la synthèse :

MODELE DE BILAN

ACTIF	PASSIF
Espèces : En caisse. En banques. Effets et valeurs à recevoir : Effets à recevoir, clients (non échus). Valeurs à recevoir, clients (non échues). Effets à recevoir, clients (échus).	Effets et valeurs à payer : Passif garanti — Engagements garantis par — Comptes clients arrêtés et acceptés (se montant à). Droits réels sur marchandises en stock. Titres déposés en nantissement.

ACTIF

Valeurs à recevoir, clients (échues).
Moins —
Réserve pour créances douteuses.
Réserve pour agios, frais et provisions.
Inventaire :
Matières premières en magasin.
Produits en cours de fabrication.
Commandes en cours d'exécution.
Moins acomptes payés.
Produits finis en magasin.
Autres avoirs réalisables :
Titres de bourse négociables.
Créances sur personnel supérieur, actionnaires, employés.
Créances (réalisables) sur filiales.
Total actif réalisable.
Engagé :
Titres de filiales.
Créances (non réalisables) sur filiales.
Divers (indiquer séparément les articles importants).
Immobilisations :
Terrains utilisés pour installations industrielles.
Bâtiments à usage industriel.
Machines.
Outillage et équipement industriel.
Brevets et dessins.
Mobilier et aménagements.
Autres immobilisations (détail).
.....
Total immobilisations.
Moins —
Amortissements pour dépréciation, détériorations, etc. (détail).
Charges différées :
Dépenses payées d'avance, agios, assurances, impôts, etc...
Divers (détail).
Total.

PASSIF

Autres Nantissements.
Effets non garantis —
Acceptations pour achats de marchandises ou de matières premières.
Effets remis pour achats de marchandises ou de matières premières.
Effets remis à des banques en représentation d'avances.
Effets vendus par l'intermédiaire de courtiers.
Effets remis pour achats de machines, aménagements industriels, etc...
Effets à l'ordre d'actionnaires et du personnel supérieur et subalterne.
Dettes non garanties —
Fournisseurs (dettes non échues).
Fournisseurs (dettes échues).
Dû aux actionnaires et au personnel supérieur et subalterne.
Passif supplémentaire (agios, impôts, salaires, etc...)
Autres passifs exigibles (détail).
.....
Total passif exigible.
Passif à long terme :
Engagements garantis par —
Hypothèques sur terrains et bâtiments industriels (dates d'échéances).
Hypothèques sur autres biens réels (dates d'échéances).
Nantissements sur machines et équipement industriel (dates d'échéances).
Autres sûretés (détail).
.....
Total passif.
Situation nette :
Dans le cas d'une société —
a) Actions privilégiées (moins actions dans les caisses de la société).
b) Actions ordinaires (moins actions dans les caisses de la société).

PASSIF

- c) Plus-value :
 - sur capital ou partie versée du capital.
 - provenant de la réévaluation des postes de l'actif.
 - provenant des bénéfices reportés de l'exercice précédent (moins-value en cas de pertes).
- Dans le cas d'une personne ou d'un commandite —
 - a) Capital.
 - b) Bénéfices (ou pertes) non partagés.
 - Total.

Passif éventuel — (détail et explications).

N.-B. : S'il s'agit d'une société, indiquer l'Etat dont la loi est applicable.

VII

Serbie

En Serbie, l'article 71 de la loi du 10 décembre 1896 sur les sociétés par actions est ainsi libellé :

« Le Conseil de direction se conformera aux dispositions suivantes pour dresser le bilan :

» 1° Tout bien meuble et toute créance de la société seront portés au bilan d'après la valeur au dernier jour de l'année courante, les immeubles au prix de revient.

» Si la valeur des immeubles subissait une dépréciation pour une raison quelconque, le comité de contrôle désignera trois experts non actionnaires aux fins de leur évaluation, et la valeur ainsi déterminée sera portée au bilan ;

» 2° Les titres figureront au cours du dernier jour de l'année ;

» 3° Les créances litigieuses figureront pour leur valeur probable. Les créances perdues ne figureront pas au bilan ;

» 4° Les dépenses d'administration seront portées au bilan à la rubrique des dépenses.

» Les dépenses pour premier établissement seront amorties dans un délai prévu par les statuts ;

» 5° Le capital social, ainsi que le fonds de réserve prescrit par les statuts, seront portés au passif ;

» 6° Les profits et les pertes résultant de la comparaison de l'actif et du passif figureront au bilan comme conclusion définitive. »

VIII

Suisse *

Les articles du Code fédéral des obligations du 30 mars 1911, relatifs à la matière des bilans, portent les numéros 616, 641 et 656.

ARTICLE 616

« Les statuts doivent déterminer notamment :

» 1° La raison sociale et le siège de la société ;

» 2° L'objet de l'entreprise ;

.....

» 10° Le mode d'établissement et d'examen du bilan, ainsi que les règles prescrites pour calculer et distribuer les bénéfices. »

ARTICLE 641

« Huit jours au plus tard avant l'Assemblée générale, le bilan et le compte de profits et pertes doivent être mis, avec le rapport des commissaires vérificateurs, à la disposition des actionnaires.

» L'avis que ces pièces sont à leur disposition doit, s'il y a des actions au porteur, être inséré dans les feuilles publiques désignées à cet effet. Quant aux titulaires d'actions nominatives, qui sont inscrites sur le registre des actions, l'avis doit leur être donné directement contre reçu ou par lettre recommandée.

» Les actionnaires ont le droit de signaler à l'attention des contrôleurs les points douteux et de demander les explications nécessaires. Ils ne peuvent être autorisés à prendre connaissance des livres et de la correspondance que par décision de l'Assemblée générale ou de l'Administration, ou par ordre de justice, et à condition que le secret des affaires ne soit pas compromis sans nécessité. Ces droits des actionnaires ne peuvent être supprimés ou restreints ni par les statuts ni par une décision de l'Assemblée générale. »

ARTICLE 656

« Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir pour que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société.

» Il y a lieu, notamment, d'observer les règles suivantes :

» 1° Les frais de fondation, d'organisation et d'administration doivent être portés intégralement aux dépenses de l'année. Par exception, les frais d'organisation prévus par les statuts ou par les décisions de l'Assemblée générale, soit pour l'installation primitive, soit pour une nouvelle branche d'affaires, soit enfin pour une extension des opérations, peuvent être répartis sur une période de cinq années au plus, à condition de faire figurer aux dépenses de chaque année au moins la part afférente à cet exercice ;

» 2° Les immeubles, bâtiments et machines doivent être évalués tout au plus au prix d'acquisition, et déduction faite de l'amortissement que comportent les circonstances ; s'ils sont assurés, on indique en outre la somme pour laquelle ils le sont ;

» 3° Les valeurs cotées ne peuvent être évaluées au-dessus de leur cours moyen dans le mois qui précède la date du bilan ;

» 4° Les approvisionnements de marchandises ne peuvent être estimés au-dessus de leur prix d'achat, et, si ce prix dépasse le prix courant, au-dessus de ce dernier prix ;

» 5° On doit indiquer le montant total des valeurs douteuses et des amortissements correspondants ;

» 6° Le capital social et les fonds de réserve ou de renouvellement doivent être inscrits au passif ;

» 7° Les obligations émises par la société sont portées pour la valeur intégrale à laquelle elles doivent être remboursées. Mais on peut faire figurer à l'actif la différence entre le prix d'émission et le taux du remboursement, en

la diminuant chaque année, jusqu'au jour de l'échéance, de la somme nécessaire à l'amortissement. »

Bien que cet article ne vise expressément que les sociétés par actions, il a été étendu même à des entreprises particulières, d'autant plus que le Code des obligations (article 877) ne contient pas de règles spéciales pour ces dernières. Quant à la sanction des prescriptions contenues à l'article 656, c'est une action en annulation du bilan, mais il faut pour l'intenter justifier d'un intérêt juridique ou du moins pécuniaire. L'actionnaire ne peut ainsi attaquer la décision de l'Assemblée générale approuvant le bilan « que si elle n'est pas restée dans les limites d'une application raisonnable des divers facteurs d'appréciation en jeu, soit quand elle constitue une fixation arbitraire en lieu et place de celle que la loi a entendu faire déterminer. » (Commentaires sur l'article 656, de Schneider et Fick.)

Signalons enfin l'existence en Suisse de trois lois spéciales imposant certaines règles pour la confection des bilans : loi du 25 juin 1885 sur la surveillance des entreprises d'assurances (articles 6, et 9 à 11), loi du 27 mars 1896 sur la comptabilité des chemins de fer (articles 4 et suivants, 10 et suivants), et enfin loi sur la Banque Nationale Suisse (articles 27 et 30).

IX

Qu'a-t-on fait en France ? — Conclusion

Un an après la réunion à Budapest du Congrès international de statistique à l'ordre du jour duquel figurait la question du meilleur mode de confection des bilans (voir plus haut, chapitre VII), M. Vallée, garde des Sceaux, Ministre de la justice, instituait par arrêté du 21 juin 1902 une Commission extraparlamentaire en vue d'étudier les réformes qu'il convenait d'apporter à la législation des sociétés par actions. La nomination d'une Commission extraparlamentaire ayant pour but d'examiner les modifications à introduire dans les prescriptions légales relatives aux sociétés par actions n'était d'ailleurs pas une innovation : une Commission de ce genre se réunit en effet en 1875 à l'instigation du garde des Sceaux, Dufaure ; son œuvre resta inachevée. A la suite de désastres financiers, la question fit l'objet en 1882 des propositions de loi Naquet, Laroche-Joubert, Waldeck-Rousseau, Félix Faure. Puis, en 1884, un projet émanant d'une nouvelle Commission extraparlamentaire nommée en 1883, fut voté au Sénat mais ne fut jamais discuté à la Chambre. Seuls, quelques articles furent repris dans la loi du 1^{er} août 1893. Entre temps, de nombreuses propositions de lois s'étaient fait jour : propositions Martin Feuillée, 1883;

Sourigues, 1884 ; Boyer, 1886 ; Brice, 1886 ; Thévenet, 1888 ; Brousse, 1889 ; Thévenet, 1890 ; Thellier de Poncheville, 1890 ; Saint-Germain, 1890 ; Sourigues, 1890 ; Graux, 1891 ; Mège, 1892 ; Calvinhac, 1894 ; Graux, 1895. Aucune n'aboutit si l'on met à part les lois des 9 juillet 1902 et 16 novembre 1903 sur les actions de priorité. Instruite par l'expérience de ces échecs répétés, la Commission Vallée comprit la nécessité de procéder par palliers et décida dans sa séance du 27 décembre 1902 que la loi devait d'abord déterminer les règles qui doivent présider à la confection des inventaires et bilans des sociétés par actions. Composée de juristes éminents, d'économistes distingués, de parlementaires, de hauts fonctionnaires des finances, elle élut pour rapporteur général, M. Rodolphe Rousseau, et pour rapporteur de la question des inventaires et bilans, M. Alfred Neymarck. Puis elle disposa que ce dernier problème ferait l'objet d'une loi distincte et qu'un questionnaire précisant autant que possible les points à examiner lui serait soumis. (Voir en annexe la reproduction *in extenso* de ce questionnaire.) Mais la Commission recula bien vite devant le nombre des questions de détail qu'il serait nécessaire de réglementer et constata la difficulté qu'il y aurait à comprendre dans un texte de loi précis l'infinité de détails minutieux que comporte l'établissement d'un bilan. « Les solutions, disait le rapporteur, seraient aussi nombreuses que les sociétés elles-mêmes. Le mode d'établissement d'un inventaire et d'un bilan de société de crédit ne pourrait être celui d'une société de charbonnages, de constructions, de métallurgie, de gaz, d'électricité. Le mode d'évaluation et d'amor-

tissement du matériel ou des marchandises qui serait prescrit et réalisable dans une société, serait inapplicable dans une autre. Telle société peut, sans inconvénient, détailler la liste des valeurs mobilières qu'elle possède en portefeuille, ou bien donner le détail des marchandises qu'elle possède en magasin et en indiquer le prix de revient, tandis que d'autres sociétés ne pourraient donner ces mêmes renseignements sans risquer de porter atteinte à leur crédit, de divulguer le secret de leurs opérations et de nuire ainsi aux intérêts qu'elles ont mission de défendre. » Finalement, dans le rapport présenté le 22 mai 1903 au nom de la Commission, Neymarck concluait : « Ne pouvant empêcher la fraude parce qu'elle ne pourrait tout prévoir ni fixer des règles précises s'appliquant d'une manière uniforme à toutes les sociétés, une loi spéciale sur les inventaires et bilans risquerait au contraire de porter atteinte aux affaires sérieuses, d'éloigner d'elles les hommes honorables et compétents, qui par crainte de lourdes responsabilités qu'eux-mêmes ne sauraient prévoir, refuseraient toutes fonctions d'administrateurs dans une société. C'est donc sous l'empire de ces considérations que la Commission a décidé à l'unanimité qu'il n'y avait pas lieu d'édicter une disposition de loi d'après laquelle des règles devaient être insérées dans les statuts pour le mode d'établissement des inventaires et bilans. »

Au point de vue législatif, la question tombait donc en sommeil. Elle subsistait néanmoins dans beaucoup d'esprits et l'affaire Rochette survenue en 1910-1912 lui redonna un regain d'actualité. Dans sa séance du 20 mars

1912, la Chambre des députés, statuant sur les conclusions de la Commission d'enquête de l'affaire Rochette, fut saisie par M. Jaurès d'un ordre du jour contenant, entre autres dispositions, celle-ci : « La Chambre invite le gouvernement à étudier et à lui proposer les mesures de nature à protéger contre la fraude l'épargne publique, notamment en recherchant s'il n'est pas possible d'exiger que les statuts de chaque société précisent les conditions d'établissement des bilans. » Cet ordre du jour fut adopté par 522 voix, c'est-à-dire par l'unanimité de l'assemblée. Bien que ne visant pas à la réglementation légale au sens strict du mot, mais seulement à la réglementation par l'intermédiaire des statuts, l'ordre du jour et le vote qui le suivit étaient caractéristiques de l'état d'esprit favorable à la réforme qui animait le législateur. La guerre vint qui, apportant avec elle d'autres préoccupations plus urgentes, ne permit pas aux divers gouvernements qui se sont succédés depuis lors de réaliser la réforme projetée.

Ce n'est qu'en 1921, à la suite de nouveaux scandales financiers dus en partie à la crise économique qui sévissait alors, que la question de la réglementation des bilans revint au premier plan de l'actualité. Le 29 avril de cette année, M. Fleury-Ravarin déposait en effet sur le bureau de la Chambre une proposition de loi relative à l'établissement du bilan dans les sociétés par actions. Cette proposition s'inspirait d'un triple but : « protéger l'épargne publique contre les entreprises de la finance véreuse ; renseigner le public et tout particulièrement les porteurs d'actions sur la marche des sociétés auxquelles ils ont apporté leurs capitaux, en exigeant des bilans clairs et

véridiques ; sauvegarder l'intérêt du fisc dans la perception des taxes assises sur le bénéfice, qu'il est impossible de déterminer avec précision si, au préalable, la loi n'a pas réglé le mode de confection des bilans. » Elle comprend 16 articles et un modèle de bilan auquel devaient se soumettre les sociétés anonymes ou en commandite par actions, sous réserve d'ailleurs des modifications indispensables résultant de la nature de l'entreprise :

ARTICLE PREMIER

Sont assujetties à la présente loi les entreprises de toute nature qui revêtent la forme de société anonyme ou de commandite par actions.

ARTICLE 2

A la fin de chaque trimestre, il est dressé un état sommaire de la situation active et passive de la société, dit balance de vérification.

Cet état est immédiatement communiqué aux commissaires des comptes.

ARTICLE 3

A la fin de chaque exercice, il doit être établi un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives.

L'inventaire a lieu à l'une des quatre dates : 31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre.

Il doit être transcrit, par exercice, sur un registre dénommé Livre des Inventaires, avec les balances trimestrielles de vérification.

ARTICLE 4

Le bilan est un état périodique, et au moins annuel, résumant l'inventaire.

Il est établi sous la forme d'un tableau synthétique, en deux colonnes, par actif et passif, indiquant les dettes actives et passives de la société.

Les articles qui le composent sont fournis par les soldes

des comptes généraux du grand livre symétriquement dressés et se faisant balance.

Le cadre et la nomenclature du bilan doivent être établis en conformité avec le modèle annexé à la présente loi, sous réserve des modifications résultant de la nature de l'entreprise.

ARTICLE 5

Le bilan doit contenir, au moins, les chapitres et articles ci-après :

ACTIF

I. — *Immobilisations* : Frais de constitution et de premier établissement. Fonds de commerce. Brevets d'invention. Immeubles. Matériel. Mobilier. Outillage.

II. — *Valeurs réalisables* : Stocks de marchandises en magasin. Clients débiteurs. Débiteurs divers (à long terme).

La Société doit établir, au moment de l'inventaire, un registre spécial, d'ordre intérieur, où le stock de marchandises en magasin sera décomposé dans l'ordre suivant : Matières premières et Approvisionnements. Produits en cours de fabrication. Produits fabriqués.

III. — *Disponibilités* : Effets à recevoir en portefeuille. Rentes, actions, obligations. Espèces en caisse. Espèces en banque.

IV. — *Pertes* : (S'il y a lieu).

PASSIF

I. — *Capital* : Actions. Obligations.

II. — *Amortissements* sur : Frais de constitution et de premier établissement. Fonds de commerce. Brevets d'invention. Immeubles. Matériel. Mobilier. Outillage.

III. — *Réserves* : Réserve légale. Réserves statutaires.

IV. — *Créances exigibles ou à terme* : Banquiers. Frais échus et non payés. Coupons sur actions. Coupons sur obligations. Créanciers par comptes-courants. Fournisseurs créanciers. Créanciers divers (à long terme).

V. — *Profits* : (S'il y a lieu).

Sera inscrit à l'Actif ou au Passif, suivant qu'en fin

d'exercice il sera créateur ou débiteur, un chapitre intitulé : Primes : sur émission d'actions ; sur remboursement d'obligations.

ARTICLE 6

Les rubriques imprécises sont interdites dans la rédaction du bilan.

ARTICLE 7

Chaque année, quel que soit le résultat de l'exercice, avant tout calcul de bénéfices, le chapitre Immobilisations subira des amortissements obligatoires, dont le mode et le taux seront déterminés pour chaque article suivant les règles ci-après :

Les Frais de constitution et de premier établissement seront amortis avant toute distribution de dividendes ;

Le Fonds de commerce sera amorti en dix ans ;

Les Brevets d'invention seront amortis dans une période correspondant à la durée de leur validité.

Les statuts fixeront le taux de l'amortissement : pour les Immeubles, dans les limites de 3 à 5 pour cent ; pour le Matériel et le Mobilier, de 5 à 10 pour cent ; pour l'Outillage, de 10 à 20 pour cent.

ARTICLE 8

Les immobilisations d'origine et leurs accroissements successifs seront inscrits et indéfiniment maintenus, aux divers postes de l'actif, à leur chiffre initial, les amortissements de ces postes figurant en totalité au passif sous des rubriques correspondantes.

ARTICLE 9

Les valeurs réalisables seront estimées à l'inventaire et portées au bilan comme il est prescrit ci-après :

Les Stocks de marchandises en magasin (matières premières et approvisionnements, produits en cours de fabrication, produits fabriqués) seront évalués en prenant pour base, s'il y a hausse, le prix d'achat ou de revient, et, s'il y a baisse, le cours du jour ;

Les Clients débiteurs seront inscrits : s'ils sont solva-

bles, pour leur valeur nominale ; s'ils sont douteux, pour une valeur plus ou moins réduite ;

Les débiteurs divers (à long terme) figureront à leur valeur nominale.

Les Créances irrécouvrables seront passées directement au compte de profits et pertes.

ARTICLE 10

Les disponibilités seront estimées à l'inventaire et portées au bilan comme suit :

Les Effets à recevoir en portefeuille : pour leur valeur nominale, s'ils sont recouvrables ; pour une valeur réduite s'il y a doute sur leur recouvrement. Les effets irrécouvrables seront portés directement au compte de profits et pertes ;

Les Rentes, Actions et Obligations seront évaluées au cours officiel de la Bourse, le jour de l'inventaire ;

Les Fonds disponibles ne pourront être employés qu'en valeurs fixées par les statuts.

ARTICLE 11

Le compte de Profits et Pertes est un compte général qui condense : à son Doit, les soldes de tous les comptes d'ordre et de dépenses constituant les charges sociales ; à son Avoir, les revenus de toute nature, et dont le solde dégage, en fin d'exercice, le bénéfice net ou la perte nette.

ARTICLE 12

Le bénéfice net est la différence du Doit et de l'Avoir du compte de Profits et Pertes, lorsque le Doit est inférieur à l'Avoir.

La perte est la différence du Doit et de l'Avoir du compte Profits et Pertes, lorsque le Doit est supérieur à l'Avoir.

Le bénéfice ou la perte, transporté au bilan, en assure la balance.

ARTICLE 13

Sur le bénéfice net il sera effectué chaque année un prélèvement de cinq pour cent (5 %) qui servira à constituer un fonds de réserve légale dans l'intérêt des tiers.

Ce prélèvement cessera d'être obligatoire, lorsque la réserve légale aura atteint le quart du capital.

Les statuts détermineront trois réserves destinées : l'une, à stabiliser la rémunération du capital ; l'autre, à réaliser les améliorations et extensions ultérieures de l'entreprise ; la troisième, à constituer un fonds de prévoyance et d'assistance au profit du personnel.

En aucun cas, le total des réserves statutaires ne pourra excéder la moitié du capital.

ARTICLE 14

Le bénéfice net, tel qu'il se dégage du compte de profits et pertes, sera réparti dans l'ordre suivant :

1° Cinq pour cent (5 %) à la réserve légale ;

2° Somme nécessaire pour fournir à toutes les actions, sans distinction d'origine, à titre d'intérêt, 6 % des sommes dont elles sont libérées et non amorties ;

3° Participations bénéficiaires, prévues aux statuts pour le Conseil d'administration (tantièmes), et, s'il y a lieu, pour la Direction et le Personnel ;

4° Réserves statutaires, dans les conditions de taux et de maximum indiquées aux paragraphes 3 et 4 de l'article 13 ci-dessus ;

5° Le surplus sera distribué aux actionnaires à titre de dividende.

ARTICLE 15

Les administrateurs et gérants seront responsables des infractions aux dispositions de la présente loi, individuellement ou collectivement suivant les cas, conformément aux articles 44 et 45 de la loi du 24 juillet 1867.

ARTICLE 16

Les sociétés existantes devront modifier leurs statuts pour les mettre en harmonie avec les dispositions de la présente loi dans un délai de deux ans à partir de sa promulgation.

(Voir pages 108 et 109, Bilan-modèle.)

Bilan modèle.....

ACTIF				
I. - Immobilisations	{	Frais de constitution et de premier établissement.....		
		Fonds de commerce.....		
		Brevets.....		
		Immeubles.....		
		Matériel.....		
		Mobilier.....		
II. - Valeurs réalisables.....	{	Outillage.....		
		Stocks de marchandises en magasin		
		Clients débiteurs.....		
		Débiteurs divers (à long terme)...		
III. - Disponibilités..	{			
		Effets à recevoir en portefeuille...		
		Rentes, actions et obligations....		
		Espèces en caisse.....		
IV. - Pertes.....	{	Espèces en banque.....		
		(S'il y a lieu).....		

au.....

PASSIF

I. - Capital.....	{	Actions.....				
		Obligations.....				
II. - Amortissements	{	sur Frais de constitution et de premier établissement.....				
		sur Fonds de commerce.....				
		sur Brevets.....				
		sur Immeubles.....				
		sur Matériel.....				
		sur Mobilier.....				
III. - Réserves.....	{	sur Outillage.....				
		Réserve légale.....				
		Réserves statutaires.....				
IV. - Créances exigibles ou à terme	{	Banquiers.....				
		Frais échus et non payés.....				
		Coupons sur actions.....				
		Coupons sur obligations.....				
		Créanciers par comptes courants..				
		Fournisseurs créanciers.....				
		Créanciers divers (à long terme)...				
V. - Profits.....		(S'il y a lieu).....				

Cette proposition réussissait-elle à réaliser le triple but que son auteur s'était proposé d'atteindre ? « Nous n'avons certes pas la prétention de l'affirmer », disait Fleury-Ravarin lui-même dans les conclusions de l'exposé des motifs. Œuvre de bonne foi en même temps que profession de foi en la nécessité de la réforme, la proposition avait tout au moins le mérite de contenir des solutions suffisamment précises tout en restant suffisamment souples pour s'appliquer à la majorité des cas. Avec une franchise que nous nous plaçons à souligner, l'auteur reconnaissait cependant qu'à l'ensemble préconisé de règles communes devaient s'adjoindre pour des entreprises à objet spécial telles que les banques et les compagnies d'assurances un certain nombre de prescriptions particulières résultant de leur nature propre. Quoi qu'il en soit, le texte était susceptible de servir de base à l'examen par la Chambre d'un problème délicat dont la solution ne saurait sans inconvénients graves être indéfiniment différée. Il n'en fut malheureusement rien et la législature se sépara sans que la proposition fût discutée.

La crise monétaire et ses conséquences financières et économiques ne permirent pas aux préoccupations constructives dont témoignait la proposition Fleury-Ravarin de se maintenir au premier plan dans l'esprit du législateur. Il fallut parer au plus pressé et avant de bâtir empêcher les fondations de s'effondrer. C'est pourquoi il nous faut aller jusqu'en 1926 pour découvrir une proposition de loi nouvelle relative à notre sujet. Ce texte, présenté le 25 février 1926, par 107 députés, dont la liste porte à sa tête le nom de M. Chastanet, tendait : 1° à la réforme des

commissaires des comptes dans les sociétés anonymes ; 2° à la réglementation des bilans ; 3° à la réglementation de la profession d'expert-comptable agréé. Seule, la deuxième partie de cette proposition intéresse l'objet de notre étude et des seize articles dont le texte se compose, nous ne citerons que l'article 4 relatif à la réglementation des bilans, lequel est ainsi conçu :

« L'article 34 de la loi du 24 juillet 1867 est complété par l'adjonction de deux paragraphes ainsi rédigés :

» Les bilans seront établis sur un modèle uniforme dont le type sera déposé au greffe du tribunal de commerce, pour être joint aux pièces constitutives de la société. Le bilan des banques et sociétés de crédit acceptant des dépôts de fonds sera établi sur un modèle-type fixé par le Ministre des finances. »

La proposition Chastanet va donc beaucoup moins loin dans le sens de la réglementation que la proposition Fleury-Ravarin. Redoutant, selon la saisissante formule de Maurice Bellom « qu'une formule administrative n'impose aux sociétés la raideur du cadre de la confection », elle se borne à mettre les administrateurs de sociétés commerciales et industrielles par actions dans l'obligation de présenter les bilans successifs de leurs entreprises selon un modèle uniforme dont le type, librement choisi une fois pour toutes après avis des commissaires des comptes, sera déposé au greffe du tribunal de commerce. « L'examen utile de la situation d'une société, écrit en effet M. Chastanet dans l'exposé des motifs, ne pouvant avoir lieu que par la comparaison de plusieurs bilans, leur uniformité facilitera cette tâche et évitera les motifs de sus-

picion qui se dégagent de bilans sans cesse modifiés. » Seules, les sociétés de banque et de crédit seront soumises à l'obligation de rédiger leurs bilans conformément à un modèle-type dont la proposition confie l'établissement au Ministre des finances. La nature particulière des opérations effectuées par ces sociétés permet en effet de réaliser l'unification de leurs bilans sans se heurter à trop de difficultés. L'objet de leur activité étant le commerce de l'argent, matière essentiellement fongible, il n'est pas nécessaire ici de déterminer le mode d'évaluation d'un prix de revient ni le pourcentage des amortissements relatifs à l'outillage ou aux marchandises en stocks. Le bilan d'une banque se compose d'éléments concrets qui ne peuvent ni ne doivent prêter à discussion. Tout le problème réside à obtenir le groupement et la présentation de ces éléments d'une manière telle que le bilan ainsi établi soit un reflet exact de la situation de la société. Si l'on met à part la disposition spéciale régissant la confection du bilan des établissements de crédit dans le but de protéger les petits déposants, la proposition Chastanet, certainement inspirée par des professionnels de la comptabilité, reflète, à n'en pas douter, une tendance se rapprochant plus du régime de la liberté tempérée que du système de la réglementation. Toutefois, il ne nous paraît pas inutile de rappeler que par ailleurs elle soumettait les écritures sociales et la confection des comptes généraux au contrôle rigoureux d'experts-comptables agréés. Renvoyée à la Commission du commerce et de l'industrie de la Chambre des députés, la proposition Chastanet n'eut d'ailleurs en ce qui concerne la réglemen-

tation des bilans, pas plus de chance que la proposition Fleury-Ravarin : elle n'aboutit à aucune solution pratique de la question. Signalons au contraire qu'un décret du 22 mai 1927 (complété par instruction ministérielle du 25 mai) a créé un brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat.

Le 29 juin 1928, une nouvelle proposition émanant de M. Daladier et de 120 de ses collègues fut déposée sur le bureau de la Chambre. Cette proposition était ainsi conçue :

ARTICLE UNIQUE

« L'article 34 de la loi du 24 juillet 1867 est ainsi rédigé :

» Toute société anonyme doit dresser chaque semestre un état sommaire de sa situation active et passive. Cet état est mis à la disposition des commissaires. En outre, il est obligatoirement établi chaque année, conformément à l'article 9 du Code de Commerce, un inventaire contenant la liste complète et la désignation exacte des valeurs mobilières et immobilières possédées par la société, avec leur évaluation au cours du jour, et de toutes les dettes actives et passives de la société. L'inventaire, le bilan, et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires, le quarantième jour, au plus tard, avant l'Assemblée générale. Ils sont présentés à cette assemblée. »

Peu de modifications étaient donc en réalité apportées à la rédaction primitive de l'article 34 : celle-ci est presque entièrement conservée. Seuls étaient ajoutés les mots : « obligatoirement » et « possédées par la société, avec leur

évaluation au cours du jour ». D'autre part, « indication » était remplacée par l'expression plus compréhensive de « liste complète et désignation exacte ». L'exposé des motifs nous renseigne d'ailleurs pleinement sur le but poursuivi : « De même, s'exprimé-t-il, que notre époque exige une diplomatie publique et désire que le sort de la démocratie ne soit pas engagé sans connaissance de cause, de même elle réclame la fin de la finance secrète, génératrice de troubles et de ruines. » D'inspiration démagogique, la proposition Daladier méritait-elle de réussir ? On peut tout d'abord objecter à l'introduction dans le texte du mot « obligatoirement » que l'adjonction de cet adverbe, sans d'ailleurs qu'aucune sanction soit édictée, est parfaitement inutile, puisque l'obligation d'établir annuellement un bilan ressort implicitement de la rédaction originale de l'article. En second lieu, quelle portée devons-nous donner au remplacement dans le texte du mot « indication » par l'expression « liste complète et désignation exacte » ? Il faudrait au préalable s'entendre sur le sens qu'il convient d'attribuer dans la proposition au mot « inventaire ». S'agit-il de l'inventaire au sens strict qu'il doit avoir en comptabilité ? Dans ce cas, la modification proposée semble bien inutile, puisque, par définition, un inventaire est un document détaillé. Commettant la confusion déjà signalée par nous entre l'inventaire et le bilan, la proposition Daladier n'a-t-elle au contraire entendu viser que le bilan ? Dans ce cas, la substitution au mot « indication » de l'expression « liste complète et désignation exacte » serait critiquable et même dangereuse. Rien n'empêchera en effet les fraudeurs de se

procurer pour le jour où le bilan sera dressé des valeurs de premier ordre, quitte à les remplacer le lendemain par des titres de qualité plus contestable. Au demeurant, le bilan étant un document résumé et présenté sous forme synthétique, ne peut, sans risquer de perdre sa clarté, s'alourdir de détails. La publication de renseignements confidentiels tels que la composition du portefeuille risquerait d'ailleurs, même si elle était effectuée en annexe, de nuire à l'intérêt de la société et de compromettre sa sécurité. La proposition Daladier disposait en outre que les évaluations devraient être faites au cours du jour ; ici encore la rédaction est vicieuse, le texte ayant omis de préciser de quel jour il s'agit. Nous pensons que l'auteur a entendu imposer aux sociétés l'évaluation au cours du jour de la clôture de l'exercice. Renvoyée à son tour à la Commission du commerce et de l'industrie de la Chambre des députés, la proposition Daladier n'eut pas un sort plus heureux que les propositions précédentes : elle ne fut jamais discutée.

Loin d'être découragé par cet échec, M. Daladier persévéra dans la voie qu'il s'était tracée et déposa le 5 décembre 1928 sur le bureau de la Chambre une nouvelle proposition de loi que signèrent avec lui 121 de ses collègues. Elle a pour but la protection de l'épargne par le contrôle des sociétés, le contrôle de la Bourse et du Marché financier et la réglementation de la profession de banquier. Bien que ne visant pas expressément la réglementation des bilans, le texte proposé contient aux articles 1, 2, 3 et 7, un certain nombre de prescriptions qu'il nous paraît opportun de relater dans cette étude :

ARTICLE PREMIER

« Toutes les sociétés investies par l'Etat d'un monopole, d'un privilège ou d'une concession, toutes les banques et sociétés de crédit acceptant des fonds en dépôt ou dépouillant des ordres de bourse, toutes les sociétés faisant appel à l'épargne doivent dans le délai de trois mois qui suivra la promulgation de la présente loi, choisir leurs commissaires aux comptes dans le Corps des experts-comptables titulaires du brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat institué par le décret du 22 mai 1927 et l'instruction ministérielle du 25 mai 1927. Ce choix est soumis à l'agrément du Ministre des finances. Dans l'exercice de leur mission, les experts-comptables peuvent s'adjoindre pour un objet déterminé les techniciens dont le concours leur est nécessaire. »

ARTICLE 2

« Les sociétés définies à l'article premier doivent mettre à la disposition de leurs experts-comptables, chaque semestre, la balance des comptes ou balance de vérification ; en fin d'exercice, le relevé des écritures d'inventaire, la balance d'inventaire, le bilan, le compte d'exploitation (s'il y a lieu), le compte de profits et pertes, la ventilation des comptes des frais généraux et, le cas échéant, des comptes de frais de vente et frais de fabrication, la balance des comptes au premier jour de l'exercice suivant, l'inventaire complet et détaillé en quantité et en valeur des participations et des stocks. »

ARTICLE 3

« Le rapport des experts-comptables commissaires aux comptes est déposé quinze jours avant la date limite de l'assemblée annuelle. Les documents énumérés à l'article 2 sont mis à leur disposition, au moins pendant toute la durée du trimestre qui précède l'Assemblée générale annuelle. Le rapport ainsi établi sur la situation de la société, telle qu'elle résulte des comptes présentés par les administrateurs, est obligatoirement publié avant

l'assemblée annuelle et comporte aux annexes le détail de toutes les vérifications effectuées. Ces vérifications peuvent avoir lieu dès la fin de l'exercice social. »

ARTICLE 7

« Toutes les sociétés financières de quelque nature qu'elles soient, les Holdings, les Omniums, les Compagnies de placement, etc., sont tenues de publier dans leur rapport annuel la composition complète et détaillée de leur portefeuille avec le montant intégral de chaque participation. »

Remarquons qu'à l'article 7 précité, M. Daladier ne réclame plus comme dans la proposition précédente la publication dans le bilan lui-même du portefeuille social : il se contente d'une publication dans le rapport annuel. D'autre part, l'article 7 ne vise plus que les sociétés financières alors que l'article unique de la proposition précédente était applicable à toutes les sociétés anonymes. La rédaction de l'article 7 reflète donc une modification incontestable de point de vue dans l'esprit de l'auteur de la proposition. Au surplus, à l'appui de cette affirmation, nous extrayons de l'exposé des motifs le passage suivant qui nous semble être particulièrement caractéristique : « Notre proposition de loi ne saurait avoir pour objet d'envelopper les sociétés de tout un réseau de règlements susceptibles de paralyser leur nécessaire activité. Le remède serait pire que le mal. Nous considérons au contraire que leur développement est une condition indispensable de notre rénovation économique et le moyen le plus efficace des améliorations sociales que réclament les classes laborieuses. »

Quelques jours plus tard, exactement le 20 décembre

1928, M. Chastanet déposait à nouveau une proposition de loi tendant : 1° à la réforme des commissaires des comptes dans les sociétés anonymes ; 2° à la réglementation des bilans. Cette proposition, signée par 98 députés socialistes, ne comportait plus que cinq articles alors que le texte présenté par M. Chastanet en 1926 en contenait seize. Cette diminution du nombre des articles tient uniquement d'ailleurs à ce que le troisième chef de la proposition primitive a disparu de la nouvelle rédaction par suite de la création d'un brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat qui fut l'œuvre du décret du 22 mai 1927. En ce qui concerne plus particulièrement la réglementation des bilans, la nouvelle proposition contient dans son article 5 exactement les mêmes règles qui avaient été énoncées à l'article 4 de la proposition de 1926. Il nous paraît donc inutile d'y revenir.

Signalons encore une proposition de loi Vincent Auriol en date du 10 janvier 1929. Cette proposition porte la signature de 98 députés parmi lesquels il est intéressant de relever le nom de M. Chastanet. Ce dernier semble donc s'être purement et simplement rallié aux idées développées dans l'exposé des motifs de la proposition Vincent Auriol et aux solutions que ce texte préconise. Pour protéger l'épargne et organiser le crédit, M. Vincent Auriol envisage notamment la création d'un Conseil Supérieur des Banques, Bourses et Sociétés, présidé par le Ministre des finances et comprenant 25 membres représentant le Parlement, l'Administration, les Banques et les Chambres de commerce. En ce qui concerne plus parti-

culièrement la réglementation des bilans, nous croyons utile de reproduire ci-dessous les articles suivants :

ARTICLE 3

« En ce qui concerne les sociétés et entreprises, d'une façon générale, le Conseil déterminera la forme des bilans, inventaires, rapports, etc... »

ARTICLE 4

« Toute société ou entreprise devra conformer ses bilans, inventaires, rapports... aux types fixés par le Conseil. En cas d'impossibilité, le Conseil pourra autoriser toute modification qui lui sera soumise. Ces modèles-types et les modifications autorisées seront publiés au *Journal Officiel*. »

ARTICLE 7

« Toute entreprise étrangère est tenue de remettre au Conseil Supérieur, en triple expédition, la traduction en langue française, certifiée conforme, des documents en langue étrangère se rapportant à ses opérations, à savoir ses statuts, les bilans, inventaires, rapports etc... se rapportant aux exercices durant lesquels elle exerce son activité en France, ainsi que tous documents que lui demanderait le Conseil Supérieur. »

ARTICLE 29

« L'article 34 de la loi du 24 juillet 1867 est ainsi modifié. :

» Toute société anonyme doit dresser le 30 juin une balance des comptes et, le 31 décembre, le relevé des écritures d'inventaire, pour établir la liaison entre la dernière balance des comptes et la balance d'inventaire :

- » La balance d'inventaire ;
- » Le bilan ;
- » Le compte d'exploitation, s'il y a lieu ;
- » Le compte de profits et pertes ;

- » La ventilation des comptes de frais généraux ;
- » La ventilation des comptes de frais de vente et frais de fabrication ;
- » La balance des comptes aux premiers jours de l'exercice suivant ;
- » L'inventaire détaillé, en quantité et en valeur, des stocks et participations. »

ARTICLE 30

« Les bilans et les comptes des sociétés prévus à l'article 32 devront être conformes aux bilans-types dont le modèle sera fixé pour chaque profession par le Conseil Supérieur des Banques, Bourses et Sociétés. Les modèles de bilan et comptes adoptés par chaque société devront être annexés à ses statuts et ne pourront être modifiés qu'après approbation du service du contrôle du Conseil Supérieur des Banques, Bourses et Sociétés. »

ARTICLE 31

« Les bases d'évaluation suivantes devront être observées dans la confection de tous les bilans :

» Les titres en portefeuille cotés en Bourse devront être estimés au cours moyen de l'année précédente ou de la fraction d'année pendant laquelle ils auront été cotés, ou au cours au 31 décembre, s'il est inférieur à ce cours moyen.

» Les titres non cotés au Parquet, à Paris ou dans les Bourses de province seront évalués :

» 1° Aux cours cotés des Bourses étrangères, s'ils sont négociés en pays étrangers ;

» 2° Aux cours cotés du marché libre, s'ils sont négociés sur ce marché ;

» 3° Aux cours les plus approchants des valeurs similaires et du chiffre du bilan de l'année précédente.

» La liste détaillée des titres en portefeuille et la valeur attribuée à chacun d'eux, sera annexée au bilan.

» Toute société possédant plus de 20 % d'actions d'une autre société est tenue d'annexer à son propre bilan le

bilan complet établi l'année précédente par la société filiale, ainsi que les rapports des commissaires de cette société, et, s'il y a lieu, l'avis du contrôleur. »

ARTICLE 32

« Les effets commerciaux en portefeuille pourront être évalués au pair, s'ils peuvent être escomptés par la Banque de France ; dans le cas contraire, ils devront être estimés avec un abattement qui, en aucun cas, ne sera inférieur à 10 %. »

ARTICLE 33

« Les matières premières seront évaluées au cours d'achat. La différence entre ce cours et celui du jour sera portée à un compte d'attente qui devra être amorti avant toute distribution de dividende ou distribué au cours de l'exercice suivant.

» Les produits en cours de fabrication et les produits finis seront évalués en majorant le prix d'achat des matières premières, des salaires, frais d'atelier et frais généraux non commerciaux effectivement dépensés dans la fabrication. Si, cependant, les prix ainsi obtenus étaient supérieurs aux prix de vente les plus bas du marché au 31 décembre, diminués d'un pourcentage de 10 % correspondant aux frais commerciaux ultérieurs, les valeurs des produits en cours ou terminés seraient réduites à ces prix les plus bas diminués de 10 %, et la différence serait portée au débit d'un compte « Pertes de fabrication » qui devrait apparaître au compte « Profits et Pertes ».

» Les immeubles, machines et matériel seront évalués au prix d'acquisition ; les amortissements feront l'objet d'un compte spécial qui devra apparaître au bilan. Les valeurs maxima de l'amortissement annuel seront fixées par un règlement d'administration publique.

» La différence entre le prix d'acquisition et la valeur réelle des immeubles sera, s'il y a lieu, portée à un compte « Fonds de réserve Immeubles ».

ARTICLE 34

« Les réserves mobilières de toute nature, autres que la réserve légale, porteront intérêt aux actionnaires au taux fixé pour l'intérêt minimum des actions. Toutes les fois qu'elles excéderont un pourcentage du capital-actions qui, pour chaque société industrielle, bancaire ou commerciale, sera fixé par le Conseil Supérieur des Banques, Bourses et Sociétés, ces répartitions seront frappées des mêmes impôts que les dividendes.

» Un poste spécial du compte « Profits et Pertes » détaillera les tantièmes, jetons de présence, superbénéfices de toute nature, distribués aux administrateurs, gérants, membres de Comités de direction, etc., que ces sommes soient réparties avant ou après attribution aux réserves.

» Il est interdit aux administrateurs ou gérants, sous peine d'une amende de 1.000 à 20.000 francs, de rémunérer les personnes ci-dessus visées, sous quelque forme que ce soit, sans inscription des sommes au poste en question.

» Une annexe du bilan indiquera nominativement les bénéficiaires de ces versements et les sommes qu'ils auront touchées. »

ARTICLE 35

« L'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 est remplacé par la disposition suivante :

» A tout moment, tout actionnaire peut prendre par lui ou par un fondé de pouvoirs, au siège social, communication de la liste des actionnaires ayant assisté à la dernière assemblée de la société, avec le nombre de leurs titres, ainsi que des possesseurs actuels d'actions nominatives. »

» Il peut se faire délivrer copie des bilans, inventaires, rapports des commissaires aux comptes, etc..., ainsi que de toutes annexes établies pour les deux exercices précédents. »

ARTICLE 39

« Les commissions versées aux intermédiaires qui placent, garantissent ou prennent ferme des actions ou obligations, lors d'une émission, doivent être inscrites à un compte spécial dans les livres de la société émettrice. Ce compte doit figurer intégralement à l'actif de la société au premier bilan suivant l'émission. »

ARTICLE 44

« Les sociétés constituées, sous quelque désignation que ce soit (omniums, holdings, trustees...) dans le but d'acheter et d'administrer d'autres valeurs au moyen des fonds obtenus de leurs actionnaires ou de leurs obligataires, ne pourront émettre d'obligations pour un montant supérieur à leur capital social. »

ARTICLE 45

« Les coopératives de placement dont l'objet exclusif est d'investir leur capital en valeurs mobilières bénéficieront sur les actions et obligations constituant ce capital, de l'exonération du droit de timbre proportionnel et de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières.

» Ces coopératives de placement seront tenues de publier en annexe du bilan annuel le détail de leur portefeuille.

» Elles seront soumises à tout moment aux vérifications des contrôleurs assermentés institués par la présente loi. Leur portefeuille ne devra pas être utilisé à la couverture d'engagements commerciaux et devra statutairement comprendre une certaine répartition de placements sûrs. Il ne devra jamais comporter plus de 25 % du capital d'aucune autre société. »

ARTICLE 47

« L'article quarante de la loi du 24 juillet 1867 est ainsi complété : « Les noms des administrateurs ayant pris ou conservé un tel intérêt, avec l'indication de l'inté-

rêt ou du marché, sa consistance et son évaluation, figureront en annexe au bilan. »

Bien qu'œuvre de parti, la proposition de loi Vincent Auriol est donc sans contredit le fruit d'un effort louable en vue de résoudre les difficultés multiples que soulève dans la pratique l'application d'une réglementation légale des bilans. Mais son principal défaut est, à notre avis, d'avoir tenté l'impossible en essayant, selon les termes mêmes de l'exposé des motifs, de « fermer toutes les issues ». « Nous avons la conviction, conclut M. Vincent Auriol, que le réseau de toutes nos dispositions, étudiées dans les détails, suffira à assurer aux petits épargnants la protection à laquelle depuis longtemps ils ont droit. » Nous ne disconvenons pas, d'ailleurs, que les prescriptions qui font l'objet de cette proposition forment un ensemble cohérent et harmonieux tout en restant précis, mais nous nous permettons de remarquer que du fait de l'inspiration essentiellement socialiste du texte, la clef de voûte de l'édifice tout entier consiste en la création d'un Conseil Supérieur des Banques, Bourses et Sociétés. Or, nous ne croyons pas qu'un tel organisme puisse jamais être institué et encore moins remplir avec efficacité le rôle qui lui est dévolu dans la proposition.

Enfin, sans nous départir d'une discrétion qu'exige le caractère d'ordre public d'une telle matière, nous croyons savoir que la Commission de la protection de l'épargne instituée auprès du Ministère des finances a tout récemment discuté les termes d'un avant-projet gouvernemental sur la réglementation des bilans. En dépit des vives résistances rencontrées dans les divers milieux d'affaires

consultés, il semble que l'accord ait, dès à présent, pu se réaliser sur un certain nombre de règles essentielles telles que l'obligation d'établir les bilans successifs d'une entreprise suivant un type⁻⁻⁻⁻ uniforme (d'ailleurs librement choisi par ses dirigeants à la fin du 1^{er} ou du 2^e exercice), l'obligation de faire figurer les amortissements au passif (les éléments d'actif qu'ils concernent demeurant à leur valeur initiale), l'obligation de distinguer le passif envers soi-même et le passif envers les tiers, enfin la nécessité de disposer les comptes tant à l'actif qu'au passif de façon à faire ressortir la situation de trésorerie par la comparaison des disponibilités et des exigibilités.

Nous voici donc arrivés au terme de notre étude, puis-
qu'après avoir indiqué les raisons qui nous ont amené à l'idée de la nécessité d'une réglementation légale des bilans, nous avons exposé les modalités que cette réglementation a revêtues dans certains pays étrangers ainsi que les mesures que le législateur français a envisagé à diverses reprises d'introduire dans nos lois. Que devons-nous retenir de l'expérience d'autrui et de nos propres tentatives ? Telle est la question qu'il nous reste maintenant à résoudre.

Tout d'abord, que le lecteur veuille bien nous excuser d'avoir, au cours de cet ouvrage, versé aux débats une documentation souvent aride et touffue : il nous a, en effet, paru indispensable de sortir du domaine de la théorie pure et de situer le problème dans un cadre vivant en énumérant les dispositions positives afférentes à notre sujet aussi bien que les textes n'ayant fait l'objet que de propositions sans résultat pratique. Bien des opinions

ont été émises, bien des solutions préconisées et quoi qu'on aille répétant que du choc des idées jaillit la lumière, la question demeure entière. Cependant, en présence du silence de notre législation, et en face des ruines causées à l'épargne française par les agissements sans scrupules d'administrateurs ou gérants quelquefois, hélas ! dénués de conscience ou d'une incapacité avérée, il nous paraît impossible de ne pas prendre nettement position. Certes, aucune formule de réglementation n'est exempte de défauts : on peut reprocher par exemple à la plupart des législations étrangères qui sont entrées dans cette voie de manquer de souplesse en prétendant prévoir tous les cas particuliers. Nous croyons toutefois, et très sincèrement, qu'une réglementation, appropriée aux nécessités comme aux besoins de la vie économique française, pourra, dans une large mesure, en forçant les actionnaires, malgré leur insouciance proverbiale, à se rendre compte de la façon dont leurs intérêts sont gérés, empêcher les abus intolérables qu'engendre la liberté absolue.

Au demeurant, nous croyons avoir suffisamment démontré au cours de cette étude qu'une réglementation est non seulement souhaitable mais possible dans notre pays. Reste à en déterminer les modalités d'application. Sachons donc faire notre profit de l'expérience étrangère et gardons-nous de tomber dans l'erreur généralement commise en entrant dans trop de détails. Comme nous l'avons déjà dit, une réglementation efficace doit être précise bien que fondée sur des principes extrêmement généraux dont les tribunaux devront, avec toute la sou-

plasse nécessaire, surveiller et sanctionner l'application. C'est pourquoi nous repoussons toute réglementation basée sur l'obligation de se conformer à des bilans-types établis par le législateur. Nous pensons qu'il est indispensable de laisser à l'initiative privée, d'ordinaire si féconde, le soin de choisir pour le bilan un cadre adéquat. Toutefois, il nous paraît non moins indispensable que la loi consacre certains principes essentiels que nous avons suffisamment développés au cours de cet ouvrage pour n'avoir plus qu'à les résumer ici :

1° Obligation d'établir un bilan annuel ;

2° Obligation d'établir chaque année le bilan annuel selon un modèle uniforme prévu par les statuts ; en cas de changement, obligation de présenter simultanément le bilan sous ses deux formes, pendant deux exercices au moins ;

3° Obligation de n'employer que des termes précis et définis ;

4° Obligation de grouper les postes selon leur degré de liquidité à l'actif et d'exigibilité au passif, chacun de ces groupes comprenant autant de postes qu'il y a de valeurs distinctes, chacun de ces postes étant lui-même subdivisé en autant d'articles qu'il y a d'éléments le composant ;

5° Obligation d'évaluer les éléments de l'actif conformément aux bases prévues par les statuts et d'indiquer lesdites bases dans le bilan ;

6° Obligation d'évaluer les créances douteuses pour leur valeur probable ;

7° Obligation d'exclure de l'actif les créances irrécouvrables ;

8° Obligation de porter au passif le capital pour sa valeur nominale, les sommes restant à appeler figurant à l'actif sous une rubrique spéciale ;

9° Obligation d'amortir annuellement les éléments de l'actif sujets à déperir, de façon qu'à l'expiration de leur durée normale d'utilisation ils ne figurent plus au bilan que pour mémoire ;

10° Obligation de respecter le principe de la spécialité des amortissements ;

11° Obligation de porter lesdits amortissements au passif, les éléments de l'actif à amortir continuant à figurer à l'actif pour leur valeur primitive ;

12° Obligation d'amortir les frais de constitution et de premier établissement avant toute distribution de dividendes ;

13° Obligation de distinguer au crédit du compte de profits et pertes le solde des bénéfices antérieurs non distribués, les bénéfices bruts de l'exercice, les produits et revenus accidentels ;

14° Obligation de distinguer au débit du compte de profits et pertes, les pertes des exercices antérieurs, les pertes brutes de l'exercice, les frais généraux avec leur spécification, les pertes accidentelles.

Par contre, rappelons qu'il ne nous paraît pas nécessaire et qu'il nous semble même dangereux d'imposer aux sociétés la publication dans leur bilan de la liste des valeurs composant leur portefeuille-titres. Une telle obligation,

méconnaissant la différence essentielle qui existe entre le bilan et l'inventaire, ne peut se justifier que dans des cas spéciaux nécessitant une réglementation particulièrement stricte : ainsi, un projet de loi de novembre 1930, fixant le statut des « sociétés de placement » (dont l'unique objet doit être la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières) prévoit que ces sociétés devront, dans les trois mois de la clôture de l'exercice, publier au Bulletin des annonces légales et insérer dans le rapport annuel accompagnant le bilan la composition intégrale des valeurs de l'actif à la date de la clôture de l'exercice, avec indication du prix d'acquisition, et, en outre, pour les valeurs du portefeuille, du cours du jour de l'inventaire. Une telle prescription ne pourrait être généralisée sans inconvénients graves, car ce n'est pas au législateur à déterminer les méthodes à employer pour l'évaluation des postes de l'actif, ni le pourcentage des amortissements à leur faire subir : cette tâche incombe aux seuls administrateurs, lesquels doivent rester maîtres de la politique qu'ils entendent suivre en ces matières.

Basée sur les principes généraux que nous venons d'énumérer, une réglementation légale des bilans trouverait, à notre sens, naturellement place entre les paragraphes 3 et 4 de l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867. En cas de contravention aux prescriptions ci-dessus énumérées, les administrateurs et gérants responsables seraient, s'ils ont agi de bonne foi, passibles de l'amende de 500 à 10.000 francs prévue à l'article 13 de ladite loi ; dans le cas contraire, ils seraient punis, aux termes de l'article 15 de la même loi, des peines portées par l'article 405 du Code

Pénal (emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus.) Enfin l'article 463 du Code Pénal prévoyant le bénéfice des circonstances atténuantes serait applicable.

Nous sommes convaincus qu'une réglementation ainsi conçue serait non seulement nécessaire mais parfaitement efficace : empêchant le recours à la dissimulation et aux « truquages » de tous ordres, elle rendrait les fraudes moins faciles, et dans le cas où certaines persisteraient, donnerait au législateur le moyen de les réprimer. D'ailleurs ces règles ne sont-elles pas, dès à présent, observées dans leur esprit par la plupart des sociétés consciencieusement gérées ? Rendues obligatoires, elles ne pourraient plus être méconnues par des administrateurs moins scrupuleux. De récents scandales financiers nous prouvent au surplus que leur introduction dans la loi serait aujourd'hui particulièrement opportune.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

VU : *le Président de la thèse,*
E. ALLIX

VU : *Le Doyen de la Faculté,*
H. BERTHELEMY.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

ANNEXE AU CHAPITRE IX

COMMISSION EXTRAPARLEMENTAIRE

Instituée le 21 Juin 1902 en vue d'étudier les réformes à apporter
à la législation des sociétés par actions

INVENTAIRES ET BILANS

Programme des questions à soumettre à la Commission

I

ACTIF

1. — *Les valeurs d'apport* doivent-elles figurer dans l'inventaire pour leur prix d'acquisition, c'est-à-dire pour le prix que la société a payé, soit en argent, soit en titres ?

Doivent-elles être estimées, au contraire, à leur taux réel, sans se préoccuper de la valeur d'acquisition originaire ?

2. — *Les comptes espèces, en caisse, en banque, et dans les banques* doivent-ils être détaillés sous autant de rubriques différentes :

- 1° Espèces en caisse ;
- 2° Espèces en banque et dans les banques ;
- 3° Espèces dans les succursales ;
- 4° Espèces à l'étranger.

Ou au contraire, convient-il de les grouper sous un seul chapitre ?

3. — *Les marchandises* doivent-elles être inventoriées au prix courant ou au prix de revient ?

4. — *Le matériel* doit-il être compté au prix d'acquisition, ou, au contraire, déduction faite de l'amortissement

déterminé par les statuts ou par l'Assemblée générale des actionnaires ?

5. — *Les immeubles* doivent-ils figurer à l'inventaire au prix de revient, ou, au contraire, déduction faite des sommes affectées à leur amortissement ?

6. — *Les créances* doivent-elles être inventoriées pour leur montant brut ou au contraire suivant leurs éventualités de recouvrement ?

Ne convient-il pas de subdiviser ce chapitre en créances sur France et créances sur étranger ?

7. — *Les brevets d'invention* doivent-ils être estimés à l'inventaire ?

8. — *Les frais de premier établissement* doivent-ils être compris à l'actif dans l'inventaire ou au contraire doivent-ils être amortis en un ou plusieurs exercices et compris dans les frais généraux ?

9. — *Le portefeuille commercial* comprenant des effets de commerce à l'escompte et à l'encaissement, à vue ou à diverses échéances, sur France ou l'étranger, doit-il être indiqué en bloc ?

Convient-il, au contraire, de subdiviser ce chapitre sous plusieurs rubriques :

- a) effets sur France, à vue ;
 - bancables ;
 - à échéance de plus de 3 mois ;
- b) effets sur l'étranger, à vue ;
 - à échéance de 3 mois ;
 - au-dessus de 3 mois.

10. — *Le portefeuille-titres* doit-il distinguer, dans l'inventaire, entre les titres cotés au Parquet et les titres en banque ? entre les titres français et les titres étrangers ? entre les titres français et étrangers à revenu fixe et à revenu variable ?

Faut-il inscrire sous une rubrique spéciale le montant des titres qui ne sont inscrits ni à une cote officielle ni à une cote en banque ?

11. — *Pour les titres cotés en Bourse*, faut-il les évaluer :

a) au prix d'acquisition, qu'il soit inférieur ou supérieur au cours de la Bourse ?

b) au cours de la Bourse de la clôture de l'exercice ?

L'inventaire ne doit-il pas mentionner, comme mémoire, le montant vénal de ce portefeuille ?

12. — *Pour les titres cotés en Banque*, faut-il les évaluer :

a) au prix de revient ?

b) au cours coté en banque ?

13. — *Pour les titres non cotés*, quel mode d'évaluation adopter ? Prix d'acquisition, prix vénal au moment de l'inventaire ?

14. — Convient-il de faire état dans l'inventaire *de la plus-value des valeurs* qui ont atteint un chiffre supérieur à leurs prix d'acquisition ?

Cette plus-value doit-elle être portée aux réserves, tant qu'elle n'est pas réalisée ?

Constitue-t-elle, au contraire, un bénéfice pouvant être distribué ?

15. — *La moins-value* des valeurs mobilières inscrites à l'inventaire doit-elle être déduite des bénéfices nets distribuables, ou bien, s'il y a lieu, portée au passif ?

II

PASSIF

16. — *Le capital social* doit-il distinguer entre le capital effectivement versé et celui restant à verser ?

Entre le capital *espèces* et le capital *apports* ?

17. — *Les réserves sociales* doivent-elles être comprises sous une seule rubrique ou au contraire être subdivisées en :

a) Réserve statutaire ;

- b) Réserves pour amortissements divers du matériel et des frais de premier établissement ;
- c) Réserve provenant de bénéfices non distribués ;
- d) Réserve provenant d'augmentation du capital ;
- e) Réserves immobilières.
- f) Réserves diverses.

18. — *Les dettes* doivent-elles être inscrites sous une même rubrique ?

Convient-il de distinguer entre les dettes exigibles et celles à courte et à lointaine échéance ?

19. — Ne convient-il pas de subdiviser *les dépôts de fonds* en dépôts à vue et à échéances diverses ?

III

BILAN

20. — *Le bilan* étant un résumé de l'inventaire, ne doit-il pas comprendre tous les chapitres que comporte cet inventaire, tant à l'actif qu'au passif, en indiquant les soldes de ces comptes ?

21. — Convient-il de mentionner *hors bilan* le montant des effets circulant avec l'endos de la société ?

BIBLIOGRAPHIE

- ARTHUS L. — Réglementation des bilans et vérification des comptes des sociétés par actions, dans *Bulletin de l'Académie de législation de Toulouse*. T. II, 1918, p. 275-298.
- Vincent AURIOL. — Proposition de loi n° 1046 (annexé au procès-verbal de la séance du 10 janvier 1929 de la Chambre des députés) tendant à protéger l'épargne et à organiser le crédit.
- BARRIOL. — La réglementation des bilans, dans *La Comptabilité et les Affaires*, n° de juillet 1921.
- BATARDON (Léon). — L'inventaire et le bilan chez le commerçant seul, dans les sociétés de personnes et les sociétés par actions. Etude juridique et comptable. Paris, 5^e éd., 1927.
- BAYART (Pierre). — Les effets de l'inflation sur le bilan au point de vue fiscal. Paris, Sirey, 2^e éd., 1926.
- BEAUDONNAT (Emile). — La notion de dividende fictif. Paris, Duchenin, 1925.
- BELLOM (Maurice). — Le bilan dans l'Industrie, dans revue *Le Génie Civil*. T. LVIII, n° 4, 26 nov. 1910.
- Le bilan, l'ingénieur et le comptable, dans revue *Le Génie Civil*, 7-14 sept. 1912.
- La vérification des bilans dans les sociétés anonymes. Paris, 1912.
- BENDER. — La défense de l'épargne par la réforme de la société par actions. 1912.
- BOUCHERON (L.). — Rapport à la Chambre de commerce de Paris (mars 1922) concluant au rejet de la proposition de loi Fleury-Ravarin.

- CAMERLYNCK (H.-W.). — La loi anglaise de 1929 sur les sociétés par actions (public and private companies). Paris, Rousseau, 1930.
- CHARPENTIER (Jacques). — Du bilan dans les sociétés par actions. Paris, 1906.
- Traité pratique des bilans et inventaires. Paris, Berger-Levrault, 1921.
- Le bilan et le Droit, conférence à l'Association nantaise pour l'étude théorique et pratique de la comptabilité et des sciences administratives. Nantes, 27 octobre 1923.
- CHASTANET. — Proposition de loi n° 2668 (annexe au procès-verbal de la séance du 25 février 1926 de la Chambre des députés) tendant : 1° A la réforme des commissaires des comptes dans les sociétés anonymes ; 2° A la réglementation des bilans ; 3° A la réglementation de la profession d'expert-comptable agréé.
- Proposition de loi n° 952 (annexe au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1928 de la Chambre des députés) tendant : 1° A la réforme des commissaires des comptes dans les sociétés anonymes ; 2° A la réglementation des bilans.
- La réforme de la législation des sociétés par actions, dans *Revue Politique et Parlementaire*. 1910.
- CHAVENEAU (J.). — Les bilans au point de vue commercial, industriel et fiscal. Paris, Rousseau, 1926.
- CODES DE COMMERCE ÉTRANGERS. — Collection des codes étrangers. Pédone, Paris.
- COLIN (Maurice). — Des mesures à prendre pour défendre l'épargne dans les sociétés par actions. 1911.
- COMITÉ PARLEMENTAIRE FRANÇAIS DU COMMERCE. — Les projets de réforme de la législation sur les sociétés commerciales ; séances des 6, 13, 20 décembre 1928 et 10 et 17 janvier 1929.
- CRÉPIN-LEBLOND. — La distribution des réserves et le droit fiscal. Paris, Rousseau, 1926.
- CROIZÉ (Alfred et Henri). — De l'inventaire commercial et des bilans en général. Paris, Pigier, 1919.
- DALADIER. — Proposition de loi n° 343 (annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des députés du 29

juin 1928) tendant à compléter l'article 34 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.

— Proposition de loi n° 862 (annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des députés du 5 décembre 1928) tendant à la protection de l'épargne.

DALSACE (André). — Principes généraux du Bilan et de la Comptabilité. Paris, Payot, 1927.

DAUBRESSE (Louis). — Du bilan et de l'inventaire dans les sociétés anonymes. Mons, librairie comptable, 1908.

DELAPORTE (René). — La lecture du bilan (en vente au syndicat des employés du Commerce et de l'Industrie).

DELAVELLE (Emile). — Le bilan au point de vue comptable et juridique. Paris, librairie Micoud, 1926.

DESCHAMPS (H.). — Des vérifications et des expertises en comptabilité. Paris, 4^e éd., Vitte, 1921.

DOYEN (G.). — Projet de réglementation des bilans soumis en juin 1928 à la Ligue pour la réforme de la législation sur les sociétés par actions.

— Réglementation légale des bilans, dans *Gazette des Sociétés et du Droit financier*. Janvier 1917.

DUMARCHEY (J.). — La comptabilité moderne. Paris, Gauthier-Villars, 1925.

— Le bilan explicite, dans revue *Experta*. Paris, décembre 1926.

DUPLESSIS (Félicien). — Comptabilité des sociétés par actions. 1907.

DURAND (Paul). — Comment lire un bilan ? Paris, Action Populaire, 1921.

FAIN (G.). — Comment se défendre contre l'inflation et se protéger en cas de stabilisation. Paris, 1926.

FARAGI (Victor). — Du bilan des sociétés par actions : étude économique, comptable, financière et juridique. Paris, Félix Alcan, 1906.

FAURE (Gabriel). — Comment lire un bilan ? dans *Bulletin trimestriel de l'École des Hautes Etudes Commerciales*. 1901, p. 9, note 2.

- Comptabilité générale. Paris, Masson, 14^e éd., 1924.
- Bilans et comptes en francs-or. Paris, 1926.
- FLEURY-RAVARIN. — Proposition de loi n° 2600 (annexe au procès-verbal de la deuxième séance de la Chambre des députés, du 29 avril 1921) relative à l'établissement du bilan dans les sociétés par actions.
- FOLLEVILLE (de). — Rapport affaire Rochette. Docum. Parlementaire n° 814, 10 mars 1911.
- FOLLIET (E.). — Le bilan dans les sociétés anonymes au point de vue juridique et comptable. 3^e édition, 1927.
- GAGNEPAIN et MONNERET. — Sur l'unification des bilans, dans *Revue des Sociétés*, mai 1923, p. 229, et *Recueil pratique du tribunal de commerce de la Seine*, 15 août et 15 nov. 1921.
- Rapport sur la réglementation des bilans (proposition de loi: Fleury-Ravarin), dans *Economie Nouvelle*, avril 1922.
- GAIN (René). — De la rédaction des bilans en vue des impôts nouveaux, dans les sociétés par actions. Paris, Dalloz, 1918.
- Le bilan commercial : rédaction, droits de l'Etat responsabilités. Paris, Dalloz, 1928.
- GRIMMIAU (P.). — L'analyse d'un bilan. Bruxelles, L. Vanderlinden éditeur, 1905.
- HOUPIN (C.) et BOSVIEUX (H.). — Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations. Paris, Sirey, 6^e éd., 1927.
- JANKOWSKI (Joseph). — L'unification des bilans (solution de la question) : un jet de lumière dans les ténèbres qui entourent l'art d'administrer une entreprise. Saint-Petersbourg, Trenké et Fusnot, 1909.
- JARD (A.) et BEDENNE (G.). — La réglementation des bilans : rapport présenté à Strasbourg le 27 juin 1927 au Congrès de la Fédération des compagnies d'experts comptables de France et des colonies. Paris, Sirey, 1928.
- JAURÈS. — Ordre du jour de la Chambre des députés, 20 mars 1912, sur les conclusions de la commission d'enquête de l'affaire Rochette.
- JEANNIN (J.). — La vie financière des sociétés d'après l'étude des statuts et des bilans. Paris, Delagrave, 1924.

LAVELEYE (de). — Questions de bilans, dans *Moniteur des Intérêts Matériels* de Bruxelles, années 1878, 1879, 1881, 1903, 1905, 1907, et *Revue Pratique des Sociétés*, 1881.

LÉAUTEY (Eugène). — L'unification des bilans des sociétés par actions (solution de la question). Paris, librairie comptable et administrative, 1907.

LÉAUTEY et LESSEURE. — La taxation des bénéfices de guerre et l'unification des bilans. Paris, librairie comptable et administrative, 1917.

LIESSE (A.). — La statistique. Paris, 3^e éd., 1919.

LYSIS. — Contre l'oligarchie financière en France, dans *La Revue*, 1907, et Paris, 1908.

MABIT (Jean). — La restauration monétaire et les bilans. Paris, Hachette, 1928.

NEYMARCK (Alfred). — Rapport au 8^e congrès de statistique de Budapest (août 1901) : « Sur le meilleur mode à indiquer au point de vue statistique international pour la confection du bilan des sociétés anonymes ».

— Rapport du 22 mai 1903 au cours de l'enquête de la commission extraparlamentaire instituée en juin 1902 par M. Vallée, garde des Sceaux.

NOËL. — La réforme de la législation des sociétés par actions. 1911.

NOVUS. — Comment lire un bilan ?

POTTIER (A.). — La réglementation des bilans dans les sociétés par actions. Paris, *Revue Politique et Parlementaire*, n° 411, du 10 février 1929.

QUESNOT (L.). — Administration financière (méthodes comptables et bilans). Paris, Dunod, 3^e édit., 1927.

RAFFEGLAU (P.-C.) et LACOUT (A.). — Etablissement des bilans-or. Paris, Payot, 1926.

REYMONDIN (G.). — Commentaire sur la proposition de loi Fleury-Ravarin relative à l'établissement du bilan (art. 7), pré-

senté au nom de la Compagnie des Experts-Comptables de Paris (1922).

RICHARD (Victor). — Rapport à la commission de législation industrielle et commerciale, concluant au rejet de la proposition de loi Fleury-Ravarin (séance du 20 décembre 1921 de la Chambre syndicale de la Fédération des Industriels et Commerçants).

ROSENFELD (L.). — Considérations sur la lecture des bilans des sociétés par actions. 1913.

— Faut-il réglementer la présentation des bilans et l'évaluation des postes de l'actif ? Paris, dans *Revue générale de l'Electricité*, n° 7, t. II, 18 août 1917.

SAVIGNY (A.). — La réglementation des bilans, dans *Bulletin de l'Instruction Commerciale* (journal d'Etudes pratiques du Commerce et des affaires en général). 1901.

— Réponse au questionnaire (questions n°s 7 et 14) sur la réglementation des bilans, remis aux membres de l'Institut International de Statistique. Budapest, 1901.

SAYOUS (A.). — Les banques de dépôt, les banques de crédit et les sociétés financières. Paris, Larose, 1901.

SCHNEIDER et FICK. — Commentaire du Code fédéral suisse des obligations du 30 mars 1911.

SERVAIS. — Balances, opérations d'inventaire, bilan. Paris, 1904.

SIEBERT (Edmond). — Le bilan sincère : conférence faite à l'Association messine de comptables le 20 janvier 1909 à l'appui d'un bilan de 101 comptes d'une industrie minière.

SIMON (Robert). — Examen du bilan, ce qu'il est, ce qu'il devrait être. Thèse Paris, André Duval, 1928.

SOLVICHE (Georges). — Le bilan financier, comptable, juridique, fiscal, et dans les sociétés d'assurances (études financières : Banque Industrielle de Chine, etc...). Paris, librairie française de documentation commerciale.

TESTIS. — La vérité sur les propos de Lysis, dans *Revue Politique et Parlementaire*, 1907.

TOUZET. — La réglementation des bilans dans les sociétés par actions. Bordeaux, éd. Delbrel, 1924.

VAVASSEUR. — Divers articles dans *Revue des Sociétés*, janvier 1883, année 1903, et 26 mai 1905.

VERLEY (Jacques). — Le bilan dans les sociétés anonymes. Thèse Paris, Rousseau, 1906.

VIDAL (Emmanuel). — La réglementation des bilans, dans *La France Economique et Financière*, n° 25, du 23 juin 1928.

TABLE DES MATIÈRES

I. — Introduction. — Position actuelle de la question de la réglementation des bilans en France.....	5-10
II. — Le bilan, notions générales.....	11-15
III. — Qualités d'un bon bilan.....	16-22
IV. — Présentation défectueuse des bilans en France....	23-28
V. — La cause : insuffisance de la législation française	29-52
VI. — Doit-on ou non réglementer les bilans ?.....	53-65
VII. — En quoi peut consister la réglementation.....	66-75
VIII. — L'exemple de l'étranger.....	76-98
IX. — Qu'a-t-on fait en France ? Conclusion.....	99-134
<i>Bibliographie.</i>	135-141

Imprimerie des *Presses Universitaires de France*

PARIS-LIMOGES — 1931
